



www.cnrs.fr

## DOSSIER DE PRESSE

# Journée « Attentats-Recherche »

## Restitution de l'appel à projets

Lundi 28 novembre 2016  
8h30-18h30

Siège du CNRS



RESTITUTION  
DE L'APPEL À PROJETS CNRS ATTENTATS-RECHERCHE

JOURNÉE ATTENTATS  
RECHERCHE

**JOURNÉE  
ATTENTATS  
RECHERCHE**

Un an après l'appel d'Alain Fuchs  
du 18 novembre 2015,  
les lauréats viennent présenter  
l'avancée de leur recherche.

Daniel Fievet, journaliste scientifique,  
animera cette journée

28 novembre 2016  
8h30-18h30

Campus Gérard-Mégie  
3, rue Michel-Ange - 75016 Paris  
Auditorium Marie-Curie

## Contact presse

CNRS | Véronique Etienne | T 01 44 96 51 37 | [veronique.etienne@cnrs-dir.fr](mailto:veronique.etienne@cnrs-dir.fr)





www.cnrs.fr

---

## SOMMAIRE

---

> <b>Face aux attentats : un an de mobilisation au CNRS</b> (communiqué de presse, 10 novembre 2016)	<b>4</b>
> <b>Appel d'Alain Fuchs à la communauté académique</b> (18 novembre 2015)	<b>6</b>
> <b>Liste des projets retenus</b>	<b>8</b>
> <b>Bilan de l'appel à projets « Attentats-Recherche »</b>	<b>39</b>
> <b>Programmes des ateliers thématiques organisés dans le cadre de l'appel à projets</b>	
> <b>CNRS le Journal n°286 (automne 2016)</b> Dossier « Face au terrorisme, la recherche en action »	



COMMUNIQUÉ DE PRESSE NATIONAL | PARIS | 10 NOVEMBRE 2016

## Face aux attentats : un an de mobilisation au CNRS

**Après les attentats de Paris puis de Nice, le CNRS s'est mobilisé pour engager les ressources de la recherche dans la lutte contre le terrorisme. Un appel à projets massivement suivi, dont une première restitution se tiendra le 28 novembre 2016, une série d'ateliers thématiques, un vaste programme sur les mémoires... Bilan d'une année d'actions.**

Une invitation à « occuper des terrains vacants, répondre à des interrogations qui croisent plusieurs champs disciplinaires, utiliser des techniques participatives et les compétences de tous ». C'est avec ces mots que, le 18 novembre 2015, Alain Fuchs, président du CNRS, adressait à la communauté académique « un appel à propositions sur tous les sujets pouvant relever des questions posées à nos sociétés par les attentats et leurs conséquences, et ouvrant la voie à des solutions nouvelles – sociales, techniques, numériques »<sup>1</sup>. Le nombre de réponses reçues – plus de 300 – témoigne de la détermination des chercheur.e.s à s'emparer de ces questions. Parmi ces propositions, 66 actions (projets de recherche, écoles thématiques, ateliers) ont été soutenues par le CNRS, pour un montant total de plus de 800 000 euros. Toutes les disciplines se sont mobilisées, en premier lieu les sciences humaines et sociales, bien sûr, mais aussi la chimie, l'informatique, les mathématiques et la biologie.

Le 28 novembre prochain, au siège du CNRS, une journée de restitution permettra aux porteurs de ces projets de présenter l'avancée de leurs recherches. Les premiers résultats d'une quarantaine de travaux en cours seront présentés, dans des domaines aussi variés que la neutralisation chimique des explosifs, les trajectoires de jeunes « radicalisés », les amalgames et discriminations contre les musulman.e.s, la fouille de données, les traumatismes des victimes, les atteintes au patrimoine archéologique, la propagande sur internet et le rôle des fictions (TV et films). Le colloque réunira les lauréat.e.s et tou.te.s celles et ceux qui ont répondu à l'appel d'Alain Fuchs.

Déjà, suite aux attentats de janvier 2015, aux côtés de l'Alliance Athéna et de la Conférence des présidents d'université, le CNRS avait organisé une réflexion collective et publique sur « l'après-Charlie »<sup>2</sup>. Cette volonté de faire dialoguer les chercheur.e.s de diverses disciplines, les décideurs et décideuses publics, les acteurs et actrices du renseignement, de la sécurité, de la justice et de l'éducation, s'est amplifiée en 2016. Cela se traduit aujourd'hui par la réalisation de projets associant directement recherche et acteurs de terrain (par exemple entre policier.e.s et archéologues autour du trafic d'antiquités), et par la mise en œuvre de collaborations durables entre le CNRS et des ministères (ministère de l'Intérieur, ministère de la Justice, ministère en charge des familles...), des collectivités et des administrations qui ont aussi répondu à l'appel du CNRS (comme par exemple la direction du renseignement militaire).

<sup>1</sup> Pour lire la lettre d'Alain Fuchs dans son intégralité : [http://www2.cnrs.fr/sites/communiquel/fichier/appel\\_alain\\_fuchs.pdf](http://www2.cnrs.fr/sites/communiquel/fichier/appel_alain_fuchs.pdf)

<sup>2</sup> « L'après-Charlie » : *intégrisme et terrorisme. l'éclairage de la recherche française en sciences humaines et sociales*, communiqué du 23 avril 2015



www.cnrs.fr

Une école thématique « Radicalisations » et des ateliers organisés au siège du CNRS sur la « Genèse des radicalisations », « Les carrières de la terreur », « L'impact des attentats » ont déjà permis aux chercheur.e.s qui ont répondu à l'appel de se rencontrer et de se constituer en nouvelle communauté scientifique incontournable sur les questions de sécurité.

En parallèle, le CNRS a lancé au printemps dernier, avec l'Inserm et héSam Université, le programme 13-Novembre. Son objectif : étudier comment se construisent, évoluent et interagissent les mémoires individuelles et collective des attentats. A la fin du mois, le nombre de témoignages filmés devrait atteindre le millier, et trois autres séries d'entretiens seront menées avec les mêmes volontaires au cours des 10 prochaines années.<sup>3</sup>

Pour rendre compte de la diversité de ces recherches et de leur avancée, *CNRS le Journal* vient d'ouvrir un blog intitulé « [Face au terrorisme, la recherche en action](#) ». Des articles, des vidéos, des interviews audio mettront en lumière les actions soutenues par l'appel à projets « Attentats-Recherche ». Retrouvez les premiers contenus publiés : [Le registre de condoléances du 11<sup>e</sup> arrondissement](#) et [Améliorer la négociation de crise](#).

**Pour aller plus loin** : retrouvez [tous les contenus](#) publiés par *CNRS le journal* depuis les attentats de janvier 2015, sur le terrorisme, les phénomènes de radicalisation mais aussi sur la laïcité et la place des religions.

## Contact

---

Presse CNRS | Véronique Etienne | T +33 (0)1 44 96 51 37 | [veronique.etienne@cnrs-dir.fr](mailto:veronique.etienne@cnrs-dir.fr)

---

<sup>3</sup> Pour en savoir plus, lire le communiqué du 13 juin 2016 : [Attentats : « 13-Novembre », un programme de recherche inédit sur les mémoires traumatiques](#)



Le Président

[www.cnrs.fr](http://www.cnrs.fr)

Campus Gérard Mégie  
3, rue Michel-Ange  
75794 Paris cedex 16

T. 01 44 96 40 00  
F. 01 44 96 49 13

Paris, le 18 novembre 2015

Chères et chers collègues,

L'ampleur du traumatisme causé par les attentats tend à rendre dérisoire toute action qui n'aurait pas d'effet immédiat. Pourtant, cinq jours après le drame qui a frappé la France et passé le temps des déclarations solennelles, la communauté scientifique se voit une fois de plus renvoyée à l'essentiel : comprendre dans le détail et avec toute la profondeur nécessaire les phénomènes qui sont à l'œuvre aujourd'hui. Pour mieux les combattre, sans verser dans l'aveuglement qui est justement la marque de la terreur et de ses acteurs, et en utilisant ce que nous avons de meilleur : l'intelligence et les connaissances, acquises par l'étude, le recul et le regard de la recherche. C'est la science qui permet de mieux comprendre ce qui est réellement visé, atteint, en nous tous et au-delà dans le monde entier, par ces assassinats, et peut offrir, sinon des solutions, du moins de nouvelles voies d'analyse et d'action.

Nous ne partons pas de rien.

« Après Charlie, quelle recherche ? », telle était l'interrogation que nous posions il y a moins d'un an, appelant à un « meilleur transfert » des travaux existants vers le monde de la décision publique et invitant les communautés de chercheurs concernés à s'investir dans des recherches nouvelles ou délaissées. Nous avons réuni des expériences de « community services », ces formes d'intervention d'une institution de recherche dans la cité, qui permettent à toute la communauté académique de mettre sa créativité et son expertise au service de la société. Le CNRS a soutenu plusieurs projets de recherche sur le risque qui concerne la sécurité humaine, thématique qui ne doit pas être limitée aux expertises militaires et industrielles, ni se focaliser uniquement sur le « sentiment » d'insécurité.

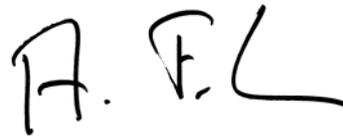
Nous avons également engagé des recherches sur le comportement humain, individuel et collectif, jusqu'ici rarement objet de recherches en France et pourtant élément essentiel pour l'analyse et la prévention des violences, ainsi que sur les processus et trajectoires de radicalisation. Pointant nos propres faiblesses, nous sommes déterminés à soutenir les études sur l'islam qui sont menacées en France alors qu'elles s'intensifient partout ailleurs.

Ces premières réponses, que nous avons mises en place en lien étroit avec l'Alliance Athéna, l'alliance nationale des sciences humaines et sociales, qui regroupe tous les acteurs de la recherche dans ces domaines, sont plus que jamais d'actualité. Mais sans doute faut-il aller plus loin, aussi bien dans nos travaux que dans notre façon de nous mobiliser.

C'est pourquoi je lance à l'ensemble de notre communauté académique *un appel à propositions sur tous les sujets pouvant relever des questions posées à nos sociétés par les attentats et leurs conséquences, et ouvrant la voie à des solutions nouvelles – sociales, techniques, numériques.*

Le CNRS examinera toutes les propositions. L'objectif est d'occuper des terrains vacants, de répondre à des interrogations qui croisent plusieurs champs disciplinaires, d'utiliser des techniques participatives et les compétences de tous. Chaque projet sélectionné, selon une procédure rigoureuse, simple et rapide, sera doté de moyens de façon à pouvoir présenter des résultats dès 2016.

Le temps de la recherche n'est certes pas celui de la politique. Mais je vois là une occasion rare pour la communauté scientifique d'exprimer une forme de solidarité avec tous ceux qui, de près ou de loin, ont été touchés par ces événements terribles qui, nous le savons tous, peuvent se répéter.

A handwritten signature in black ink, consisting of the letters 'A. F. L.' in a stylized, cursive script.

Alain Fuchs  
Président du CNRS

*Les projets de recherche (3 à 5 pages maximum) sont à envoyer en format électronique (pdf) à l'adresse [attentats-recherche@cnrs.fr](mailto:attentats-recherche@cnrs.fr)*

*Les projets seront expertisés au fur et à mesure de leur arrivée. Il n'y a pas de formulaire type.*



www.cnrs.fr

## **LISTE DES PROJETS RETENUS**

---

*en rouge : projets présentés le 28 novembre 2016*

**1. David AUBER**, enseignant-chercheur au Laboratoire bordelais de recherche en informatique (CNRS/Université de Bordeaux/Bordeaux INP)

### **« REQUEST »**

Le projet REQUEST privilégie, au travers d'une démarche innovante et unique sur le plan international, un couplage entre les domaines du Big Data, Big Analytics, Visual Analytics ainsi que du Cloud Computing. Cette démarche conduira à des avancées significatives en termes de technologies et de produits, permettant aux acteurs nationaux d'affirmer leur positionnement autour des résultats suivants :

- une architecture ouverte, dédiée à la gestion des données, aux algorithmes d'analyse et de visualisation (Open Source),
- des techniques de gestion des données, fondées sur les nouvelles bases de données NoSQL,
- des techniques innovantes de requêtage, utilisant un compromis entre l'approche de recherche gouvernée par les hypothèses (Hypothesis driven) et l'approche par exploration exhaustive des données (Data driven), au moyen de processus dit de R2I2 (Requêtage Récursif Itératif Intelligent),
- des algorithmes adaptés au traitement de données massives, hétérogènes et dynamiques (données numériques, données non structurées et grands graphes),
- des techniques de visualisation analytique et interactive, permettant aux utilisateurs d'investiguer les données.

**2. Patrick BAS**, chercheur CNRS au Centre de recherche en informatique, signal et automatique de Lille (CNRS/Université Lille 1/École centrale de Lille)

### **« Organisations terroristes étant susceptibles d'utiliser la stéganographie comme moyen de communication »**

**3. Céline BERAUD**, enseignante-chercheuse à l'Université de Caen - **Claire de GALEMBERT**, chercheuse CNRS à l'Institut des sciences sociales du politique (CNRS/ENS Cachan/Université Paris Ouest Nanterre La Défense)

### **« L'aumônerie musulmane des prisons : comment promouvoir le développement d'une institution fragile ? »**

Ce projet de recherche vise approfondir l'analyse et la connaissance sociologique de l'aumônerie musulmane pénitentiaire acquise dans le cadre d'une précédente recherche sur le fait religieux en prison, laquelle a donné lieu à un rapport remis à la direction de l'administration pénitentiaire en 2013 et à un ouvrage publié en 2016 (*De la religion en prison*, PUR, 2016). Le projet se concentrera sur le processus en cours d'institutionnalisation de l'aumônerie musulmane, fortement encouragée par les pouvoirs publics qui y voient un outil de lutte contre la radicalisation, et sur les difficultés rencontrées par cette institutionnalisation. Le projet comporte deux volets.

Une enquête de terrain s'attachera à mener une sociographie des aumôniers musulmans et à analyser qui est aumônier, comment et pourquoi on le devient et comment s'opère l'apprentissage de cette fonction inconnue dans la tradition musulmane. Comment ces intervenants à la croisée des mondes religieux et pénitentiaire conçoivent-ils leur rôle ? Comment sont-ils intégrés à la vie des établissements tant par les personnels que par les personnes détenues ? Comment gèrent-ils concrètement l'injonction paradoxale dont ils sont aujourd'hui la cible (être des acteurs de lutte contre la radicalisation d'un côté, préserver une autonomie par rapport aux attentes des pouvoirs



www.cnrs.fr

publics sous peine de s'aliéner la confiance des détenus de l'autre) ? L'enquête s'attachera également à comprendre comment s'articulent les logiques individuelles et collectives.

Un séminaire se tiendra parallèlement à cette enquête empirique et visera à stimuler des échanges et la réflexion intra et extra académiques susceptibles d'enrichir les connaissances et l'analyse dans un contexte où elles sont de plus en plus considérées comme un instrument nécessaire de lutte contre la radicalisation.

**4. Catherine BLAYA**, enseignante-chercheuse à l'Unité de recherche migrations et société (CNRS/IRD/Université Paris Diderot/Université Nice Sophia Antipolis)

**« Stop aux appels à la haine sur internet ! (SAHI). Recherche-action sur les incitations à la haine dans le cyberspace chez les jeunes âgés entre 11 et 18 ans »**

Dans un contexte européen d'augmentation des actes racistes, islamophobes, antisémites, et xénophobes (CNDCH 2012), internet est devenu un outil de premier plan dans la diffusion de discours haineux et d'idéologies extrémistes. La capacité d'attraction des jeunes à des idées extrémistes dans le cadre des réseaux sociaux et des moyens électroniques de la communication réside, entre autres facteurs, dans le fait que ces groupes proposent un engagement personnel et un fort sentiment d'appartenance à une communauté (Atran, 2015). Les sites de propagande organisée, tels que l'Agence de presse aryenne, le Ku Klux Klan, *Stormfront*, ou encore Daesh, ont bien compris le potentiel d'internet en terme de dissémination des messages de haine, facilitée par la gratuité, l'anonymat, et l'instantanéité de la diffusion.

L'objectif principal de ce projet est d'informer la recherche sur l'état des connaissances des jeunes quant aux incitations à la haine dans le cyberspace et les processus en jeu, tant au niveau individuel que collectif, afin d'orienter l'intervention.

**5. Pauline BLISTÈNE**, doctorante à l'Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (CNRS/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) - **Olivier CHOPIN**, chercheur au Centre de recherches politiques Raymond Aron (CNRS/EHESS)

**« Terrorisme et séries TV en démocratie »**

Depuis le 11 septembre 2001, le nombre de séries télévisées mettant en scène les coulisses des régimes démocratiques aux prises avec une menace plus ou moins fantasmée a augmenté de manière significative, aussi bien aux Etats-Unis qu'en France : *24h Chrono* (Fox, 2001-2014), *Rubicon* (AMC, 2010), *Homeland* (Showtime, 2011-...), *Persons of Interest* (2011-...), *State of Affairs* (NBC, 2014), *The Recruiters* (HBO, annoncée), *Le Bureau des Légendes* (Canal +, 2015-...), *Au service de la France* (Arte, 2015-...). Partant de la complexité du lien qui unit la « fiction » et la « réalité » dans leurs rapports au politique, le présent projet se propose de questionner le réalisme des représentations fictionnelles et leur impact sur le « réel » en interrogeant les dimensions formatrice et éthique de l'objet série télévisée. Les séries télévisées retenues dans ce projet permettent d'analyser la compréhension populaire de l'environnement sécuritaire post-11 septembre, caractérisé par un ennemi déterritorialisé et une menace multidimensionnelle, ainsi que l'impact de ces représentations fictionnelles sur la politique réelle. En outre, elles constituent un point de visibilité inédit d'une dimension de la vie démocratique habituellement retranchée de la vue du public – celle du secret et de la raison d'État en action.



www.cnrs.fr

**6. Michel BOIVIN**, chercheur CNRS au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS/EHESS)

**« Le confluent des deux océans. Pour une anthropologie comparée des lieux saints partagés d'après le site d'Udero Lal (Pakistan) »**

La finalité du projet « Le confluent des deux océans » est de mettre en lumière la flexibilité des religions, y compris l'islam, à travers l'analyse du fonctionnement d'un sanctuaire partagé par les musulmans et les hindous situé dans le sud du Pakistan. Ce sanctuaire, situé à Udero Lal dans la province du Sindh, est consacré à une figure sacrée connue sous des noms divers comme celui éponyme d'Udero Lal, ou de Jhule Lal. Il abrite différents espaces qui peuvent être répartis en trois catégories principales : les espaces hindous, les espaces musulmans et les espaces partagés. Il s'agira de déchiffrer les mécanismes par lesquels un partage religieux est accompli en se concentrant sur deux axes : l'espace physique et l'espace rituel. La dimension sociale sera également intégrée à travers l'étude des négociations survenues entre des divers groupes qui ont rendu possible le partage des lieux de culte, mais également l'expression d'une culture religieuse commune. En outre, bien que le sanctuaire d'Udero Lal soit le principal site étudié, d'autres espaces consacrés à cette figure charismatique seront explorés : celui de Jinda Pir, qui est situé à Sukkur au Pakistan et celui de Chaliha Sahab, qui est localisé à Ulhasnagar en Inde. Le projet permettra donc de travailler parallèlement sur deux pays réputés pour être des « frères ennemis » et qui, en ce début de III<sup>e</sup> millénaire, sont tous deux en proie à une radicalisation du discours religieux, islamiste au Pakistan, mais également, et c'est moins connu, hindouiste en Inde. Enfin, cette approche comparative permettra de montrer qu'il existe des processus qui attestent des capacités d'adaptation du discours religieux, y compris l'islam, dans des circonstances qu'il faudra identifier.

**7. Pierre BOURDON - François BLANC - Sophie GUY**, de l'Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (CNRS/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

**Colloque « L'État face au terrorisme », 27-28/06**

**8. Laetitia BUCAILLE**, enseignante-chercheuse au Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (Université Paris Diderot/Inalco/IRD) - **Agnès VILLECHAISE**, enseignante-chercheuse au Centre Émile Durkheim - science politique et sociologie comparatives (CNRS/Université de Bordeaux/Sciences Po Bordeaux)

**« Jeunes musulmans fondamentalistes. Analyse d'une critique radicale »**

L'étude vise à saisir en quoi et dans quelle mesure le salafisme se constitue comme une rupture radicale à l'égard du monde occidental contemporain. Quel type d'affiliation et de critiques sociales produit-il ? En quoi pose-t-il de nouveaux défis à la cohésion de nos sociétés ?

Dans cette perspective, il s'agit d'abord de décrire les parcours de jeunes croyants musulmans fondamentalistes, en mettant au jour les canaux d'influence pluriels pesant sur la définition de soi et de la société (de la sphère de proximité familiale et amicale aux nouveaux répertoires d'affiliation idéologique mondialisés). Il s'agit ensuite de saisir les différents contenus d'une pensée critique qui, à partir de cette lecture religieuse fondamentaliste, entend souvent à la fois faire le procès de l'histoire coloniale, dénoncer les discriminations subies par les populations issues de l'immigration, fustiger un capitalisme mondial déshumanisant, et condamner des dérives morales impropres à la construction du bonheur personnel et collectif. Il s'agit enfin de comprendre les effets éventuels de cette posture contestataire : comment oriente-t-elle la participation sociale de chacun ? En quoi est-elle susceptible de constituer un relais culturel et un éventuel soutien au djihadisme ?

L'étude se fonde sur des entretiens individuels et collectifs réalisés prioritairement en France auprès de jeunes descendants d'immigrés maghrébins (15-35 ans) décrivant une croyance rigoriste et très ritualisée de l'islam. Afin de mettre en miroir des contextes de migration et des modèles politiques d'intégration différents (républicain universaliste



versus interculturel), un deuxième terrain est constitué au Québec. Pour confronter des modes d'inclusion sociale, des lectures politiques et géopolitiques, des rapports à la « modernité », et pour apprécier la diffusion d'idéologies « globalisées », dans une approche « nord-sud », un troisième terrain est investigué en Algérie (jeunes de quartiers populaires à Oran).

**9. Pascal BURESI**, chercheur CNRS, directeur de l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman (CNRS/EHESS) - **Camille LEFEVRE**, chercheuse CNRS à l'Institut des mondes africains (CNRS/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/IRD/Aix-Marseille Université/EPHE/EHESS)

**« Jihâd et esclavage au Sahara/Sahel de la fin du XVII<sup>e</sup> jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Débats lettrés, contestation des ordres soufis et traces cartographiques »**

Étrangement, dans le contexte actuel de « restauration » du califat, et malgré les attentats de janvier et de novembre 2015, les deux siècles d'imamats ou *jihâd* d'Afrique de l'Ouest et leur articulation avec l'esclavage, ne sont absolument pas évoqués. Or, d'un côté Boko Haram se réclame du califat de Sokoto et remet à l'ordre du jour, comme Daech d'ailleurs, la légalité de l'asservissement des « mécréants » ou « infidèle » (*kâfir*) au cours du *jihâd* ; de l'autre, plus à l'ouest, en Mauritanie, la malédiction qui découle de l'asservissement, cette hérédité de la « macule de l'infidélité » qui frappe les musulmans présumés d'ascendance servile, même après manumission, vient d'être remise en cause.

Le projet proposé porte sur la sortie des *jihâd* en Afrique saharienne et sahélienne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il comporte trois volets : colloque, aide à la publication et cartographie.

Auparavant, l'argumentaire résumera le point de vue critique et historiographique sur l'occultation de l'articulation entre *jihâd* et esclavage.

**10. Martine CAROFF**, chercheuse CNRS à l'Institut de biologie intégrative de la cellule (CNRS/Université Paris-Sud) et fondatrice de LPS-BioSciences

**« Développement et mise à disposition de marqueurs bactériens endotoxiniques pour la lutte contre le bioterrorisme »**

Les endotoxines, qui sont des lipopolysaccharides (LPS) du point de vue chimique, sont les composants majeurs de la membrane externe des bactéries à Gram négatif. Elles sont mortelles à très faible dose au cours des infections. Les LPS sont aussi des antigènes uniques de surface et des candidats de choix pour le développement de tests de détection, et d'identification des pathogènes, tout comme pour la préparation de vaccins ou d'anticorps. Ces derniers protègent l'organisme lors d'une seconde infection, mais peuvent être également isolés et utilisés pour la détection des pathogènes respectifs. Nous allons nous concentrer sur l'obtention de bactéries comme *Vibrio cholerae*, *Escherichia coli* O157:H7, des bactéries classées dans le cadre du bioterrorisme et qui ne sont pas facilement disponibles du fait du niveau 3 de sécurité nécessaire à leur culture. La spécialité de la start-up LPS-BioSciences en extraction et caractérisation structurale des LPS nous permettra de disposer et de proposer ces biomarqueurs afin de mettre en place leur détection rapide en cas d'attaque.

**11. Cédric CERNA**, chercheur CNRS au Centre d'études nucléaires de Bordeaux Gradignan (CNRS/Université de Bordeaux)

**« Système auto-déployé de recherche de sources radioactives et cartographie dynamique »**

Le but final du projet est de développer un système de détection de sources radioactives (radioactivité gamma et/ou alpha) ayant pour but de localiser rapidement ou contrôler en permanence la présence éventuelle de matière



nucléaire ou même d'une bombe sale. Ce système extrêmement léger (quelques dizaines de grammes) pourrait facilement équiper en permanence chaque agent déployé sur le terrain et être activé à la demande, en cas d'alerte ciblée ou dans le cas de patrouilles de routine. Il serait alors connecté à un moyen de communication porté par l'agent (smartphone ou radio).

Les informations collectées pourraient servir directement à l'agent et aux équipes sur le terrain mais aussi, grâce aux systèmes actuels de communication et de géolocalisation, être centralisées en temps réel sur un centre de décision où leur recoupement sur une cartographie active couplée à des outils statistiques permettrait d'avoir une vision globale de la situation radioactive.

**12. David CHAVALARIAS**, chercheur CNRS, directeur de l'Institut des systèmes complexes de Paris Île-de-France (CNRS)

**« Approches systèmes complexes des processus de déstructuration et de résilience sociale »**

Dans le contexte de l'appel à projets « Attentats-Recherche » lancé par le CNRS, l'Institut des systèmes complexes organise un atelier interdisciplinaire (sociologie, géographie, écologie, mathématiques, physiques, biologie, informatique, ...) au printemps 2016. Cet atelier a pour but de réaliser un état de l'art sur la connaissance des processus de déstructuration et de résilience de populations et sociétés, et d'initier des projets de recherches interdisciplinaires qui mettent au cœur de leur réflexion la question de l'émergence décentralisée de nouvelles formes d'organisation. L'objectif est de proposer des clés de compréhension qui permettront de mieux prévenir ou anticiper les épisodes tragiques qu'a pu connaître la France en 2015 et 2016 – ainsi que de nombreuses autres nations – que ce soit par exemple par une meilleure appréhension des processus et canaux de radicalisation, une intensification des initiatives éducatives ou une rationalisation des mesures préventives.

**13. Matthieu CIMINO**, ancien post-doctorant au Centre de recherches internationales (CNRS/Sciences Po Paris)

**« Le jihād et le territoire. Idéologie spatiale et processus de state-building en Islam militant : le cas de Dā'ish (2013-2016) »**

Depuis 2011, la Syrie et l'Irak sont heurtés par un processus structurel de fragmentation spatiale et de reconfiguration politique : de part et d'autre des frontières, plusieurs acteurs (parmi lesquels l'opposition syrienne, les partis autonomistes kurdes et, plus récemment, l'« État islamique » autoproclamé), ayant pris le contrôle de larges portions de territoires, se sont engagés dans des entreprises souvent contradictoires de *state-building* et de territorialisation. En 2014, après une large offensive militaire, Dā'ish annonce ainsi la naissance d'une nouvelle entité politique sous la forme d'un califat doté de structures de gouvernance, dans ce qui semble être à l'heure actuelle le projet le plus abouti et le plus cohérent de construction étatique, par un mouvement djihadiste, depuis la guerre d'Afghanistan (Winter, 2013).

En s'appuyant sur des entretiens semi-directifs conduits avec les principaux acteurs des conflits syrien et irakien et sur la littérature grise produite par Dā'ish, ce projet entend investiguer l'idéologie territoriale et les représentations spatiales qui sous-tendent l'imaginaire national (Anderson, 1992) de l'EI et plus largement des mouvements islamistes depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, ainsi que leurs stratégies et mécanismes de territorialisation. Par ailleurs, afin de formuler des recommandations concrètes en matière de politique étrangère, ce travail ouvrira une réflexion de fond sur les processus de *nation-building* en Syrie et en Irak, et sur la pertinence des modèles et des concepts traditionnels d'État-nation, de frontières et de territoires au Proche-Orient.



**14. Hugo CLÉMOT**, chercheur associé au Centre de philosophie contemporaine de la Sorbonne (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

**« Les mires cinématographiques des terroristes »**

« Il y aura d'autres attentats d'ampleur en Europe, c'est une certitude », déclarait en substance le Premier ministre français Manuel Valls le samedi 13 février dernier. La question n'est donc plus celle de savoir si les attentats auront lieu, mais quand et où ils auront lieu. Pour trouver des réponses à ces mêmes questions au lendemain du 11 septembre 2001, les Américains n'avaient pas cru bon de se priver d'une source d'informations qu'ils avaient prise très au sérieux, à savoir les fictions audiovisuelles. S'il est vrai que la terreur est un sentiment relatif à un imaginaire historiquement et culturellement situé et que les œuvres audiovisuelles ont pris la place, dans l'esprit des masses, des images plus traditionnelles, il semble bien en effet que l'étude de ces images « cinématographiques » au sens large soit un bon moyen d'anticiper quelles images les terroristes voudront à l'avenir imprimer dans nos esprits. Pour ne pas avoir à regretter d'avoir manqué à voir ce qui était pourtant sous nos yeux, la reconnaissance de ce que l'on pourrait appeler l'artificialisation cinématographique des conduites terroristes devrait donc nous inciter à nous mobiliser rapidement pour commencer à explorer systématiquement la production audiovisuelle récente afin d'identifier les idées de cibles potentielles que les terroristes pourraient y trouver.

**15. Olivier COLOT**, directeur du Centre de recherche en informatique, signal et automatique de Lille (CNRS/Université Lille 1/École centrale de Lille)

**« La détection séquentielle temps réel d'actions suspectes sur de grandes masses de données »**

Le laboratoire CRISTAL vise – via sa politique volontariste de développement de projets transversaux – à fédérer les compétences de différentes équipes (et différents groupes thématiques) sur des problématiques et projets collaboratifs en se fondant sur des complémentarités scientifiques. Trois axes sont identifiés, chacun rassemblant plusieurs équipes du laboratoire :

- *La détection séquentielle temps réel d'actions suspectes sur des grandes masses de données* : cette problématique concerne aussi bien la stéganalyse sur des grandes bases d'image (équipe SIGMA), la détection d'intrusions sur réseau (équipe 2XS), la détection de logiciels malveillants (équipe Spirals) ou encore l'analyse de scènes vidéos (équipe FOX).
- *Le développement de méthodes permettant le respect de la vie privée* : cet axe de recherche recoupe les problèmes d'anonymisation (équipe Spirals), de respect des règles de protection sur les bases de données (équipe Links) ou les méthodes statistiques permettant de garantir une protection en bruitant les données (équipe Sequel).
- *Le développement vertueux d'attaques et de contre-attaques sur des méthodes de protection* : l'objectif sera de développer une méthodologie commune, liée à des scénarii de sécurités similaires, afin de développer des schémas d'attaques biométriques (le spoofing, équipe 3D-SAM) en authentification de contenus (watermarking et authentification, équipe SIGMA), et une approche plus expérimentale sur la mesure d'agentivité sur des actions sensibles (équipe Mint).

**16. DAWOD Hosham**, chercheur CNRS à l'Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain (CNRS/EHESS) - **KHOSROKHAVAR Farhad**, chercheur au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CNRS/EHESS) et directeur de l'Observatoire des radicalisations à la FMSH

**Colloque « Les radicalisations violentes vues d'ailleurs »**



**17. Magali DELLA SUDDA**, chercheuse CNRS au Centre Émile Durkheim - science politique et sociologie comparatives (CNRS/Université de Bordeaux/Sciences Po Bordeaux)

**« Enjeux passés et présents de la laïcité et des questions religieuses : comparaisons méditerranéennes »**

Les attentats perpétrés à Paris en janvier 2015 et en novembre 2015 ont marqué une césure dans le processus de forclusion de la violence religieuse et – dans une certaine mesure – politique, qui avait caractérisé les sociétés européennes depuis les années 1990. Ils appellent une réflexion, fondée sur des matériaux empiriques et étayée scientifiquement, sur les processus de radicalisation et les trajectoires d’engagements violents. Le projet prolonge et élargit les réflexions initiées dans le cadre d’un financement du groupement d’intérêt scientifique « Institut du genre ». La journée d’études sur la « régulation des cultes à l’épreuve du genre », dans laquelle nous avons abordé avec attention la question de la radicalisation dans les prisons et la manière dont le genre structure l’appréhension de ce phénomène, a posé les jalons d’une approche pluridisciplinaire. Négligé dans le cadrage médiatique sécuritaire et religieux, le genre est pourtant une dimension centrale de ces carrières d’engagement armé, qui, pour l’heure, sont majoritairement le fait de jeunes gens, tandis que les jeunes femmes semblent davantage présentes comme soutien logistique et cantonnées à des activités de support à l’action violente – à quelques rares exceptions près. A l’aide du financement accordé par le CNRS dans le cadre du fonds « Attentats-Recherche », deux initiatives seront mises en place.

**18. Guillaume DEZECACHE**, chercheur à l’Institut Jean-Nicod (CNRS/EHESS/ENS) - **Stéphanie DUBAL**, chercheuse CNRS à l’Institut du cerveau et de la moelle épinière (CNRS/UPMC/Inserm)

**« Chacun pour tous ? Réactions individuelles et collectives à la menace au cours de l’attentat »**

Les réactions individuelles et collectives à la menace sont largement conçues comme individualistes et antisociales : exposés à la menace, les humains ne se préoccuperaient que de leur propre survie, cherchant à s’échapper au plus vite, au détriment de leurs voisins si nécessaire. Cette conception, largement inspirée des travaux non-empiriques du sociologue et psychologue social Gustave Le Bon, a connu un succès intellectuel et académique important. Pour autant, des travaux plus récents et basés sur des entretiens avec des survivants à certains désastres (attentats, naufrages de bateaux, incendies, etc.) mettent à mal l’idée que les réactions individuelles et collectives à la menace seraient principalement individualistes. Ces études rapportent de la solidarité même lorsque la vie des personnes est clairement menacée. Ces résultats sont encore fragiles car les études sont basées sur des échantillons de taille limitée. Par ailleurs, ces travaux n’analysent pas la manière dont le type de menace peut moduler la réaction collective des victimes à la menace. De plus, leur méthodologie permet rarement de clarifier la temporalité des événements, qui peut s’avérer cruciale au développement des actes altruistes en situation de danger. En outre, les précédents travaux ne permettent pas de distinguer les actes proprement altruistes (s’exposer au danger pour porter de l’aide à une personne menacée) des actes en apparence pro-sociaux (dégager un accès). Enfin, la force de l’identité et de la cohésion sociale pourrait jouer un rôle non-négligeable dans l’apparition et la fréquence de ces comportements altruistes. Nous mènerons des entretiens avec des survivants de l’attentat au Bataclan du 13 novembre 2015, en leur demandant de décrire avec précision leurs propres actions et celles d’autrui à différents moments de l’événement. Nous espérons pouvoir clarifier le rôle des motivations individualistes et pro-sociales dans les réactions à la menace, leur temporalité, ainsi que le rôle des attitudes groupales. Ultiment, ces travaux permettront, nous l’espérons, de proposer des améliorations dans la gestion des réponses collectives à la menace.



**19. Baudouin DUPRET**, chercheur CNRS au Centre Jacques Berque (CNRS/Ministère des Affaires étrangères et du Développement international), Maroc, et à l'Institut Marcel Mauss (CNRS/EHESS)

**« *The Meanings of Sharia: Expanding knowledge and contributing to conflict resolution* »**

This project is about the many meanings Islamic Sharia and norms acquired through time and space, our capacity to catch these meanings in the context of their production, and the necessity to engage European and Muslim societies, through education, training and scholarship, on the plural nature of the Islamic reference and its potential in terms of conflict resolution and peaceful coexistence. The goal of this project is to contribute to a better understanding of norms, customs and values associated to Islam, and the many ways to refer to and use them, through an expansion of knowledge on the meanings of Sharia, to the subsequent building of a capacity in addressing the conflicts in which it plays a role, and to the eventual production of devices making this pluralistic reality better known, taught and widespread.

**20. Mohamad EL HAJ**, enseignant-chercheur au Laboratoire sciences cognitives et sciences affectives (CNRS/Université de Lille)

**« *Flashbulb memories of the Paris attacks* »**

Les souvenirs "flash" se définissent comme des souvenirs d'événements publics à forte résonance personnelle au niveau émotionnel et ayant un fort impact social. Ces souvenirs renvoient au rappel du contexte dans lequel nous avons entendu parler de ces événements pour la première fois.

Un ensemble de travaux expérimentaux a démontré l'existence de ces souvenirs suite à des événements marquants, tels que l'assassinat du président américain J.F. Kennedy et l'effondrement des tours du World Trade Center. Ces travaux de recherche ont démontré que les souvenirs liés à l'annonce de ce type d'événements sont marquants, émotionnellement intenses et caractérisés par le rappel précis du contexte de l'annonce (la date, le lieu, les personnes présentes, etc.)

L'objectif de notre étude est d'évaluer si les attentats du 13 novembre à Paris, ainsi que l'attaque du journal Charlie Hebdo, ont donné lieu à de tels souvenirs au sein de la population française. Ainsi, nous souhaitons évaluer la nature et l'intensité de l'émotion associée au rappel du contexte de l'annonce de ces événements.

Plus spécifiquement, nous cherchons à savoir si le rappel de ces événements serait accompagné d'une reviviscence émotionnelle intense (ex. peur intense) et, en conséquence, de certains comportements (ex. évitement) ou pensées (ex. inquiétude vis-à-vis des conséquences de ces événements sur le plan personnel, national ou international). Nous allons également évaluer en quoi certaines variables, telles que le fait d'avoir suivi la médiatisation des événements, d'avoir partagé socialement les événements avec des proches ou d'avoir connu personnellement une victime des attentats, influence l'émotion associée à l'annonce.

Enfin, nous cherchons à évaluer en quoi le vécu consécutif de deux attaques terroristes à Paris à quelques mois d'écart a pu influencer l'impact émotionnel de ces événements (maximisation ou minimisation de l'intensité émotionnelle ressentie), et les mécanismes qui sous-tendent ce phénomène.

**21. Jérôme FERRET**, enseignant-chercheur à la Maison des sciences de l'homme et de la société de Toulouse - **Vincent SPENLEHAUER**, enseignant-chercheur au Laboratoire interdisciplinaire sciences, innovations, sociétés (CNRS/Inra/École des Ponts ParisTech/UPEM)

**« *L'action publique anti-terroriste (APAT) : organisation, conduite et réflexivité dans un pays exposé* »**

Nous interrogeons l'action publique anti-terroriste : son institutionnalisation, son organisation, sa professionnalisation, sa conduite et sa réflexivité dans des pays démocratiques très exposés. Notre terrain d'étude principal est la France



mais nous l'étudions dans une perspective résolument comparative et de *policy-transfer* avec l'Espagne, les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël. Le financement accordé par le comité « Attentats-Recherche » sera principalement consacré à des missions dans ces pays. Plusieurs champs de questionnement seront ouverts : le « continuum sécuritaire », faisant des polices spécialisées dans l'anti-terrorisme l'une des extrémités d'un continuum dont on pressent qu'il est, en France, incomplet et morcelé, faute de police de proximité, de police des transports, ... ; la militarisation de la réponse et ses différentes formes ; les partenariats nécessaires entre les pouvoirs publics et les opérateurs privés (transporteurs, fournisseurs de technologies de surveillance et de détection à l'heure du « big data », associations, réseaux sociaux, etc.) ; la mise sur agenda et le caractère longtemps confiné de la discussion sur la politique de lutte contre le terrorisme, marqué en France par l'absence de cette thématique dans le débat public et politique, une délégation aux experts (ceux des ministères régaliens, en particulier), le recours aux solutions juridiques et le désintérêt des forces politiques organisées. La mise à l'agenda médiatique de cette question doit aussi être interrogée.

**22. Hélène FROUARD**, chercheuse CNRS au Centre de recherches historiques (CNRS/EHESS)

**« La construction d'une mémoire collective : le registre de condoléances de la Mairie du 11<sup>e</sup> arrondissement »**

Dimanche 15 novembre 2016. Sur le parvis de la mairie du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à mi-chemin entre la salle de spectacle du Bataclan et le café La Belle Equipe, une table est dressée. Elle est couverte de fleurs et de bougies déposées par des anonymes. En son centre, des registres de condoléances ont été placés par le personnel municipal. Les passants se recueillent et y déposent leur témoignage. Restant à disposition du public durant trois semaines, ces registres participent ainsi à la construction de la mémoire collective des attentats.

Mon projet a pour objectif d'analyser ces registres de condoléances, avec deux types d'interrogations : premièrement, comment se construit la mémoire collective d'un événement ? Deuxièmement, qu'est-ce que cet objet nous dit de l'impact des attentats dans la population ?

La première partie du travail vise à comprendre l'irruption de cet objet singulier dans le paysage public, en étudiant sa matérialité, ses usages, et son contenu. Elle interroge ainsi le rôle joué par ces registres dans la prise en charge de l'émotion publique. Elle est fondée sur des entretiens auprès du personnel municipal et des élus. La seconde partie porte plus précisément sur les registres eux-mêmes. Elle repose sur une analyse matérielle des registres, sur une analyse lexicométrique de leur contenu, et, dans la mesure du possible, sur une enquête auprès d'un échantillon de signataires.

**23. Olivier GALLAND**, chercheur CNRS - **Vincenzo CICCHELI**, enseignant-chercheur, du Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne (CNRS/Université Paris-Sorbonne)

**« Les jeunes et la radicalité religieuse et politique : proposition d'enquête »**

Cette proposition d'étude part du constat que les sciences sociales restent assez largement impuissantes à proposer une interprétation empiriquement validée des comportements radicaux qui semblent se développer dans une partie de la jeunesse. Les enquêtes qualitatives sont trop restreintes pour que leurs résultats puissent être généralisés et validés, et les enquêtes quantitatives menées jusqu'à présent sont trop exclusivement centrées sur la seule question discriminatoire.

Nous proposons une enquête quantitative par questionnaires auto-administrés (complétée par des entretiens) au sein de classes d'établissements scolaires sélectionnés selon un échantillon raisonné de quartiers (ZUS), et répartis sur l'ensemble du territoire national. Cette enquête permettra à la fois d'examiner les différents vecteurs de radicalisation de la jeunesse, dans ses dimensions religieuses et dans ses dimensions politiques, et plus largement d'établir une cartographie des attitudes et des comportements socio-politiques spécifiques ou communs à différents segments de la jeunesse de ces quartiers.



**24. Wael GARNAOUI**, doctorant à l'Université Paris Diderot

**« Désir de partir chez les jeunes tunisiens : de la migration clandestine vers l'Europe à l'engagement radical dans les filières djihadistes. Aspects cliniques, subjectifs et mutations politiques »**

Nous souhaitons découvrir, dans leur multiplicité et leur convergence, les différents facteurs psychologiques, économiques, politiques voire « libidinaux » qui peuvent éclairer sous un jour nouveau l'attrait exercé ces dernières années sur les jeunes Tunisiens par deux « ailleurs », dont l'importance réciproque est actuellement en train de muter : d'une part, l'Europe et ses perspectives d'une vie matérielle meilleure et, d'autre part, le djihad et ses promesses d'un au-delà idéal.

Pourquoi un nombre croissant de jeunes, dont notre enquête devra évaluer le nombre, les origines sociales, le niveau d'étude ou de qualification professionnelle, ainsi que les habitus culturels (lecture de la presse, fréquentation des réseaux sociaux sur Internet, appartenance à des groupes locaux, implication dans les événements révolutionnaires récents en Tunisie, etc.), choisissent-ils d'affronter les conditions dangereuses et coûteuses de l'émigration clandestine pour gagner les rivages d'une Europe globalement perçue comme un havre de prospérité et de bonheur, ou, au contraire, pour des raisons d'une tout autre nature, se radicalisent-ils et décident-ils de rejoindre les rangs des différents groupes djihadistes en activité au Maghreb et au Moyen-Orient ?

L'objectif global de cette recherche est donc d'analyser les mutations politiques, idéologiques et économiques en cours, et leur incidence sur des comportements migratoires dont les motivations divergent en apparence du tout au tout, leur seul point commun étant un puissant désir de quitter le sol de la patrie.

Dans le cadre de cette recherche nous souhaitons mettre en œuvre des concepts et des méthodes empruntés aux sciences humaines et sociales. Nous favorisons cependant les méthodes qualitatives de recherche scientifique. Tout d'abord il s'agit de réaliser des entretiens et des rencontres avec de jeunes Tunisiens sur le territoire tunisien et sur le territoire français pendant 9 mois. Ces entretiens individuels doivent se prolonger sur une période d'une durée suffisante (avril-décembre 2016) pour pouvoir interroger longuement chacun des jeunes sur son histoire personnelle.

**25. William GASPARI**, enseignant-chercheur à l'Université de Strasbourg, laboratoire Sport et sciences sociales, chercheur associé au laboratoire Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe (CNRS/Université de Strasbourg)

**« Le sport dans les quartiers : repli communautaire ou facteur de métissage ? »**

Etablie en juillet 2015 par le Service central du renseignement territorial, une note confidentielle intitulée « Le sport amateur vecteur de communautarisme et de radicalité » pointe un certain nombre de dérives observées dans le monde du sport amateur : des musulmans proches de la mouvance salafiste pratiqueraient leur religion de plus en plus ostensiblement dans les espaces du sport amateur et tenteraient d'imposer leurs pratiques notamment à des jeunes issus de l'immigration maghrébine. D'après les rédacteurs de cette note, ce phénomène trouve son fondement dans le repli communautaire observé dans de nombreux quartiers.

Alors que le sport a souvent été présenté comme un puissant ciment d'intégration pour des populations issues des immigrations et pour les « jeunes des cités », assiste-t-on à un repli religieux dans le sport amateur des banlieues ? Le sport « entre soi » ou communautaire, à caractère ethnico-culturel – mais non forcément religieux – constitue-t-il le terreau pour un entrisme des islamistes ?

Sur ce sujet, on s'aperçoit que les discours souffrent tant d'une surcharge normative que de déficiences empiriques. La rupture avec ces catégories nécessite une confrontation au terrain et notamment une analyse de la pratique sportive « ordinaire » des jeunes issus de l'immigration maghrébine.



Prenant l'exemple du football amateur, le projet de recherche vise à analyser sociologiquement la réalité du repli communautaire à partir, d'une part, d'un état des lieux de la présence de clubs « communautaires » en Alsace et, d'autre part, de l'empreinte du religieux dans les espaces de pratique sportive.

**26. Lionel GIBERT - Marion TROUSSELARD**, du laboratoire APEMAC (Université de Lorraine/Université Paris Diderot)

**« Définition et calibrage d'un modèle bayésien psychopathologique de l'évolution de l'état de stress aigu vers un état de stress post traumatique »**

La démarche scientifique de ce projet propose de s'appuyer sur une cohorte de « blessés psychiques » post-attentat du 13 novembre 2015. Il s'agit de patients dits « impliqués », c'est-à-dire de patients ayant directement assisté aux événements et ayant pour la plupart essuyé des tirs d'armes automatiques, qu'ils soient blessés physiquement ou non.

L'objectif principal est de définir et de valider une modélisation du passage de l'état de stress aigu à un trouble de stress post traumatique (TSPT), permettant une meilleure détection des patients les plus à risque d'évolution défavorable et donc une meilleure prise en charge.

Les modèles bayésiens se prêtent bien à l'exercice car ils permettent d'intégrer (i) le contexte lié au patient, (ii) le contexte lié au traumatisme lui-même et (iii) les réactions immédiate et au long cours à ce dernier. Ils sont particulièrement adaptés pour comprendre le cerveau dérégulé par des informations dites descendantes (probabilité *a priori*) erronées par une mémorisation inadéquate de l'évènement traumatique. La confrontation de ces informations descendantes et des informations ascendantes perçues pourrait être en partie responsable de la symptomatologie du TSPT. Une fois validé, le modèle permettra de caractériser au niveau individuel les patients les plus à risque d'évolution défavorable (calcul d'une probabilité de développer un TSPT) et d'estimer l'impact épidémiologique au long cours, sur la cohorte, de l'évènement considéré. Ces déterminations constituent des prérequis nécessaires pour optimiser les moyens de prise en charge de ces blessés actuels et futurs.

**27. Alexandra HERFROY-MISCHLER**, chercheuse associée au Centre de recherche français de Jérusalem (CNRS/Ministère des Affaires étrangères et du Développement international) et au Harry S. Truman Research Institute for the Advancement of Peace, Université de Jérusalem

**« Recherche sur la stratégie communicationnelle et informationnelle de Daesh auprès des médias occidentaux »**

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la relation entre les médias occidentaux et les activités terroristes est devenue un thème central pour la recherche anglophone sur le terrorisme et le contre-terrorisme. De nombreux médias ont diffusé des vidéos produites par Al-Qaeda, attribuant, *de facto*, le même statut à une source terroriste et à une source officielle ou experte.

Il s'agit, dans ce projet, d'étudier les narrations politico-religieuses des 62 vidéos de décapitations et exécutions produites par les trois branches de production médiatique de Daesh (à savoir Al-Furqan Institute for Media Production, Al-I'tisam Media Foundation ou Al-Hayat Media Center) entre août 2014 (date de la proclamation du califat) et juin 2015. Ces vidéos ont été rassemblées via la base de données de veille informationnelle *IntelCenter* et représentent un total de 455 minutes filmées (soit plus de 7 heures).

L'objectif de l'étude est d'analyser les enjeux de la « bataille médiatique » qui vise à mettre fin au boycott présumé des médias occidentaux envers l'idéologie djihadiste – ce qui était pour Al-Qaeda et est pour Daesh tout aussi important que la bataille militaire et le djihad. Les résultats seront présentés, discutés et mis en perspective au sein d'un groupe de recherche au Centre de recherche français de Jérusalem.



**28. Christian INGRAO - Malika RAHAL**, chercheurs CNRS à l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS/Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis)

**« 1979 : Les migrations de l'espérance »**

Le projet se propose, en prenant 1979 comme point d'observation, d'historiciser un mécanisme qui vit, entre les années 1970 et les années 2010-15, trois grandes aires géographiques entrer en crise : l'Europe occidentale des États-providence, l'Europe orientale soviétique et post-transitionnelle, et les mondes arabo-persans socialistes, nationaux et postcoloniaux.

Il s'agira en premier lieu de comprendre quelles sont les modalités de l'apparition de cette crise de vacuité, avant d'essayer d'étudier comment de nouveaux horizons d'attentes, générés par les grands systèmes religieux réinvestis dans le social et le politique, se sont posés en alternatives, remettant en cause l'existence de ces systèmes politiques ; comment les *migrations de l'espérance* ont mené cette dernière de l'ici-bas des utopies à l'au-delà des parousies. Il s'agira enfin d'étudier les répertoires d'action des interactions souvent violentes entre ces systèmes et de tenter de comprendre comment cette interaction a travaillé en profondeur la vie des quelque 1,3 milliard d'individus qui peuplent cet espace en 2015.

Ce projet se donne pour objectif, d'une part, de structurer un milieu de recherche international souple, réactif et productif et, d'autre part, d'entraîner dans son sillage un ensemble d'acteurs non académiques susceptibles de contribuer à un impact social diversifié, passant par de multiples projets de valorisation. Agencé sur une année, il se propose, par l'organisation de deux workshops, de constituer et de structurer deux cercles d'une équipe visant à explorer les problématiques et à faire l'inventaire des travaux existants. Dans un second temps, il vise à organiser une réunion de coordination et de planification d'un projet ERC en 2018, et d'éventuelles autres demandes de financements de longue haleine, tout en menant des consultations, informelles d'abord, contractuelles ensuite, avec des partenaires diversifiés pour la mise en place d'un programme de valorisation.

**29. Stéphanie KHALFA**, chercheuse CNRS à l'Institut de neurosciences de la Timone (CNRS/Aix-Marseille Université)

**« Facteurs prédictifs de l'évolution de la thérapie de l'état de stress post-traumatique »**

En situation de guerre ou d'actes terroristes, la prévalence de l'état de stress post-traumatique (ESPT) est considérable puisqu'elle peut atteindre 70 % chez les militaires dans les situations les plus traumatisantes. La thérapie EMDR (*eye movement desensitization and reprocessing*) est l'une des thérapies les plus efficaces pour l'ESPT (APA, 2000). L'objectif de ce projet est d'améliorer l'efficacité de la thérapie EMDR, la prescription de cette thérapie, et l'évaluation de l'évolution de la thérapie. Pour cela, nous nous proposons d'étudier les facteurs pouvant influencer la thérapie en termes d'efficacité et de nombre de séances :

- état et contexte de la personne exposée à l'évènement traumatisant ;
- effet du traumatisme sur les symptômes (notamment ceux concernant le sommeil) et les mécanismes cérébraux (particulièrement les structures impliquées dans les mécanismes de peur telles que l'amygdale et les cortex préfrontal médian) ;
- intervalle de temps entre l'évènement traumatique et la thérapie ; le type de prise en charge, et le type de traumatisme.

Pour cette étude, nous allons recruter 30 militaires souffrant d'un ESPT et 30 militaires exposés et n'ayant pas développé d'ESPT comme groupe contrôle. Les patients seront traités par EMDR. Les facteurs prédictifs de l'évolution de la thérapie seront mesurés avant et après thérapie par EMDR, en utilisant : des auto-questionnaires, un enregistrement d'électro-encéphalogramme de sommeil, et une mesure de l'activité du cerveau en situation de guerre (par réalité virtuelle) par PET scan.



**30. Michel KOKOREFF - Jean-François LAÉ**, enseignants-chercheurs au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (CNRS/Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis/Université Paris Ouest Nanterre La Défense)

**« L'engagement dans le djihad des jeunes Français musulmans : quelques biographies de l'errance vues par le cercle des proches »**

Ce projet de recherche propose une exploration des milieux familiaux, du cercle des proches, des réseaux de « quartiers sensibles » pour saisir comment est interprétée cette ligne de fuite : le départ dans le monde du Jihad, en langue arabe, le « El Harb el Moukadassa ». Il s'agit de comprendre comment le cercle des proches donne de multiples interprétations sur « celui qui est parti ». Qu'en pense l'éco-milieu ? Comment s'est opérée cette disparition ? Parce que ce cercle est bien placé dans l'observation de ce « dernier basculement » – les détachements progressifs des sociabilités du quartier, les signes avant-coureurs d'un désir de guerre – il s'agira de reconstituer des parcours types sur les cinq dernières années. Par là-même, nous nous positionnons à rebours d'une vision schématique qui fait croire que ce départ se ferait du jour au lendemain, simple coup de tête ou enrôlement inconscient par des milieux extrémistes. Rien n'arrive en un jour. On a affaire à un lent processus de conversion et de bifurcation, qui relève d'une longue maturation, un abandon des lieux habituels de protections vers des offres d'encadrement sévère, autoritaire et intraitable : la dureté de la guerre. Quelles sont les forces qui conduisent vers cette carrière guerrière et tant de violence ? Plus largement, en quoi une morale religieuse, ses préceptes, conduisent à agir en solidarité avec l'extrémisme ? Il s'agit donc d'interroger le « milieu social » d'où éclosent ces trajectoires de l'errance qui mènent à des carrières guerrières.

**31. Virginie LAURENT-GYDÉ**, enseignante-chercheuse à l'Institut des neurosciences cellulaires et intégratives du CNRS

**« Light effect on the retina and aggression circuit of the brain. REACT: RETina Aggression Circuit »**

Visual information derived from light input coded within the retina is sent to image-forming brain structures (lateral geniculate nuclei and visual cortex), but light also plays an essential role as synchronizer between the environment, internal physiology and behavior (e.g. shiftwork-induced depression, aggressiveness). Such behavioral effects are mediated by a melanopsinergic pathway between the retina and higher centers including the central clock in the hypothalamic suprachiasmatic nuclei. The melanopsinergic system is especially sensitive to short wavelength (blue) light. Regular evening use of portable electronic blue light-emitting devices (e.g. cellular telephones, computers) exacerbates sleep deficiency and disrupts circadian rhythms, both of which can have various effects on behavior including increased aggressiveness (Bronsard and Bartolomei, 2013). Putting this information into the general context of indoctrination and recruitment at distance through use of internet technology, one may ask how a person's cognitive functions progress through successive phases from repeated exposure to toxic light (blue) at inappropriate time (night time) to extreme aggressiveness towards other human beings. Our purpose is to decipher the physiological mechanisms brought into play by light exposure – dependent on wavelength, intensity, timing – and the downstream effects on both the hypothalamus and aggressiveness. Our objective in 6 months' time is to determine the parameters of light (i.e. wavelength, retina circuits) which induce an effect on the retina and aggression system. To test our hypothesis, we will use a monoamine oxidase A KO mouse model of aggressiveness (Scott et al, 2008, Bartoleto et al, 2011) under constant darkness conditions (DD) exposed to different controlled light protocols with exposure to LED at two time windows, either from circadian time (CT) 0-6 (i.e. first half of the subjective day or rest phase) or (CT) 12-18 (first half of subjective night or activity period). Subsequent to the behavioral tests, we will examine neurochemical (e.g. dopamine and serotonin) and neuroanatomical pathways (SCN for circadian entrainment, medial amygdala, lateral septum and orbital frontal cortex (aggressive behavior)). Our work will reveal whether the melanopsinergic pathway treats light in order to influence the aggression system (AH/lateral



septum/amygdale/orbital frontal cortex). This issue is thus important for understanding how brain function may be modified in certain contexts (i.e. indoctrination into terrorism), and may suggest easy methods (phototherapy) to curb such tendencies by eliminating synergistic triggering conditions in the general population.

**32. Yvon LE BOT, chercheur CNRS au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CNRS/EHESS)**

**« Violences extrêmes : comment en sortir ? Ce que nous enseigne l'Amérique latine »**

L'Amérique latine passe pour un continent de violences, souvent extrêmes. C'est pourtant aussi une région qui, dans les dernières décennies, donne à voir le plus grand nombre d'expériences de sortie de violence à travers des négociations de paix, transitions démocratiques, processus mémoriels, mobilisations sociales et culturelles. De nombreuses études de cas ont été effectuées de ces phénomènes, ainsi que quelques études comparatives. Plus rares sont les analyses transversales proposant une réflexion générale sur ces thèmes. L'originalité de notre projet est de les envisager à la lumière de ces deux questionnements : en quoi leur analyse peut-elle contribuer à la compréhension des violences d'aujourd'hui dans d'autres parties du monde ? Quels enseignements peut-on en tirer en termes de politiques publiques et de mobilisation d'acteurs sociaux et culturels dans la lutte contre ces violences ? Dans une perspective interdisciplinaire (sociologie, anthropologie, histoire, science politique, droits humains), le projet sera piloté par une équipe de base de six chercheurs qui mobiliseront un réseau d'analystes et d'acteurs, ayant une connaissance approfondie d'une ou de plusieurs expériences en Amérique latine. Ils confronteront leurs réflexions avec des spécialistes de ces questions ailleurs dans le monde. Le projet s'organisera autour de deux volets articulés et complémentaires :

- a) violences extrêmes, politiques et mafieuses ;
- b) acteurs sociaux, politiques et culturels de la sortie de la violence.

Il donnera lieu à un séminaire mensuel, à des réunions de travail, à une journée d'étude, à un colloque et à un ouvrage.

**33. Julien LEGROS, chercheur CNRS au laboratoire Chimie organique, bioorganique : réactivité et analyse (CNRS/Insa Rouen/Université de Rouen Normandie)**

**« Neutralisation d'armes chimiques sur site par des dispositifs en flux continu transportables (NACFLU) »**

Ce projet NACFLU propose de réunir les compétences de trois partenaires spécialistes en chimie de synthèse en flux (les laboratoires COBRA à Rouen, MSAP à Lille et CEISAM à Nantes) et d'un spécialiste de RMN rapide (le CEISAM). NACFLU consistera en la mise au point de procédés micro- ou millifluidiques sûrs, simples et transportables rapidement sur site pour la neutralisation d'agents toxiques de types moutarde au soufre et neurotoxiques organophosphorés et leur suivi « online ». Les procédés de neutralisation visés par cette technologie transportable sont l'oxydation sélective de sulfures en sulfoxydes avec des oxydants doux (cibles : moutardes au soufre type ypérite), et l'hydrolyse d'organophosphorés (cibles : neurotoxiques et leurs précurseurs).



www.cnrs.fr

**34. Yannick L'HORTY**, enseignant-chercheur de l'Équipe de recherche sur l'utilisation des données individuelles en lien avec la théorie économique (UPEC/UPEM), membre de la fédération Travail, emploi et politiques publiques (CNRS/UPEM)

**« Mesurer les effets des attentats sur la défiance à l'encontre des personnes originaires du monde arabo-musulman (projet ADAM) »**

En réponse à l'appel lancé par le président du CNRS, la fédération Travail, emploi et politiques publiques propose de mesurer les effets des attentats sur la défiance à l'encontre des personnes originaires du monde arabo-musulman (projet ADAM). Nous proposons de mesurer la défiance à l'encontre des minorités originaires du monde arabo-musulman à l'aide des discriminations dont elles font l'objet sur le marché du logement. Ces discriminations consistent en une inégalité de traitement entre deux candidats à une location d'appartement ou de maison, effectuée par un propriétaire ou son représentant. La dimension spatiale des discriminations dans l'accès au logement peut être reliée au fait que les attentats ont été effectivement très localisés dans l'espace, dans un petit nombre de quartiers de Paris et de Saint-Denis. Notre hypothèse identificatrice est que l'intensité d'exposition aux attentats dépend de la distance aux lieux d'attaque. Nous allons procéder à des mesures à l'aide de la méthode expérimentale du « testing » de discrimination, tout au long de l'année 2016, de façon à observer la déformation de cette relation au fil du temps. *A minima*, nous serons en capacité de préciser cette relation dans un délai de trois mois après les attentats, puis dans un délai de neuf mois. Un volet indépendant du projet explorera la thématique des discriminations dans l'accès à l'emploi avant et après les attentats.

**35. Philipp LLEWELYN**, chercheur CNRS au laboratoire Matériaux divisés, interfaces, réactivité, électrochimie (CNRS/Aix-Marseille Université)

**« Identification of Active Metal-Organic Frameworks for Chemical Warfare Agent capture (AMOC) »**

Des équipes de recherche de Marseille (équipe S2G du laboratoire MADIREL) et de Montpellier (équipe DAMP du laboratoire ICGM) se proposent de développer une approche couplant des outils expérimentaux et théoriques pour répondre aux problèmes de capture d'agents chimiques de guerre (ACG). Les matériaux poreux à base de charbons actifs sont actuellement utilisés dans les masques à gaz pour récupérer les ACG. Cependant, leurs performances en termes de durée de vie et de poids d'équipement, ainsi qu'en termes de spécificité (ciblant une menace chimique donnée) doivent être améliorées. Le but de ce projet est d'explorer l'adsorption sélective des ACG par une nouvelle famille de matériaux hybrides poreux, les MOF (*Metal-Organic Framework*). Pour cela, nous nous proposons (i) de construire une base de données regroupant les performances d'adsorption de MOF existants en utilisant des outils de criblage haut débit à la fois expérimentaux et numériques, (ii) d'identifier les meilleures MOF, stables dans l'eau, pour la capture d'agents neurotoxiques et d'agents vésicants et (iii) de comparer leurs performances à celles des charbons actifs de référence actuellement employés. Une approche de rationalisation sera ensuite menée pour définir les caractéristiques idéales des matériaux destinés à capter une molécule cible de type ACG, afin, au-delà, de guider le développement de solides poreux « à la carte ». Cette stratégie devrait fournir un tremplin pour de nouvelles collaborations avec des groupes de recherche experts en synthèse de MOF, ainsi qu'avec les groupes intéressés par la capture, la détection et la dégradation des ACG.



**36. Pascal MARCHAND**, enseignant-chercheur, directeur du Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales (Université Toulouse III – Paul Sabatier)

**« Négociateur en situation de crise extrême : une approche lexicométrique appliquée »**

La majorité des modèles qui rendent compte de la négociation policière en situation de crise extrême sont d'origine anglo-saxonne et se centrent, le plus souvent, sur le sujet ayant motivé l'intervention (forcené, retranché, preneur d'otage, suicidaire...) ou, plus rarement, sur le négociateur.

La focalisation sur une dimension communicationnelle repose, d'une part, sur l'histoire et l'apport des théories de la communication interindividuelle dans la compréhension des discours et de l'impact des messages, et, d'autre part, sur les avancées méthodologiques et techniques les plus récentes en matière d'analyses automatisées des verbalisations.

Dans la lignée de travaux comme ceux de Hammer et Rogan (2010), qui prêtent attention aux indices langagiers, nous envisageons la négociation comme un échange de parole dans une interdépendance relationnelle et dans un objectif de prise de décision qui préserve au maximum l'intégrité physique et psychologique de tous les acteurs.

Dans cette perspective, on se propose d'étudier les échanges dans des contextes réels en mobilisant des outils d'analyse de discours assistée par ordinateur. Le logiciel Iramuteq, développé par Pierre Ratinaud (Lerass, Toulouse, avec le soutien du Labex SMS), permet de décrire la structure d'un corpus textuel et de définir des classes lexicales qui renvoient à des moments ou à des modalités de gestion de la négociation.

On cherche ainsi à objectiver l'échange, cartographier le vocabulaire, mettre en évidence des séquences formelles et fournir une aide au diagnostic, dans le but d'en tirer des éléments concrets et pour des objectifs de retour d'expérience et de formalisation des pratiques des négociateurs du RAID.

Au-delà de la négociation *per se*, l'analyse des situations de crises extrêmes fournit des pistes de compréhension psychosociale et discursive des individus radicalisés. Les préconisations en matière de négociation policière pourraient servir d'exemple pour d'autres types de dialogues. Enfin, cette étude constituera un acte fondateur dans la constitution d'un groupe d'experts structuré localement sous l'égide de la MSHS-Toulouse.

**37. Jérôme MARGUERON**, chercheur CNRS à l'Institut de physique nucléaire de Lyon (CNRS/Université Claude Bernard Lyon 1)

**« Alerter un attentat à la bombe radiologique »**

L'objectif de ce projet est de concevoir un système d'alerte en cas d'attaque terroriste visant à faire exploser une bombe radiologique sur un site sensible. Ces sites peuvent être des centres urbains, des manifestations à forte concentration humaine (festivités du 14 juillet par exemple), des centres économiques, etc... Nous envisageons de détecter les bombes radiologiques soit par le rayonnement gamma émis, soit par la forte densité d'un blindage en plomb ou d'un cœur de radioéléments constitutifs d'un engin explosif. Pour alerter les forces publiques en cas d'attaque, nous envisageons, en amont des sites sensibles, un système de contrôle rapide de véhicules en quelques points stratégiques comme les barrières de péage d'autoroutes, ce qui requiert la construction de portiques. Sur les sites sensibles, nous envisageons un système de détection de la radioactivité gamma en temps réel.

Les compétences que notre équipe apporte sur ce projet sont une expertise i) en système de détection par densitométrie de contraste, ii) en simulation et analyse de la radioactivité et iii) en traitement massif de données (big data). En 2016, nous envisageons, dans le cadre de l'appel à projets « Attentats-Recherche », de mettre en place un démonstrateur pour la détection par densitométrie de contraste, et de réaliser des simulations réalistes pour la détection gamma.



**38. Jean-Claude MARUT**, enseignant-chercheur au laboratoire Les Afriques dans le monde (CNRS/Science Po Bordeaux)

**« Les ressorts africains du djihadisme : le discours anti-français au Sénégal »**

L'Afrique de l'Ouest est-elle en passe de devenir un nouveau vivier du terrorisme ? De plus en plus d'Africains se placent sous la bannière d'Aqmi ou de Daesh, que ce soit pour combattre dans leurs rangs ou pour commettre des attentats dans leur pays d'origine ou à l'extérieur. Preuve qu'avant de conquérir un territoire, le djihadisme conquiert l'espace du discours, sur fond d'échec des modèles dominants : pour beaucoup de jeunes, connectés à un monde dont ils se sentent exclus, les slogans sur les droits de l'Homme, la démocratie ou le développement sonnent creux. Et l'absence d'alternatives laïques crédibles laisse le champ libre à un discours identitaire se référant à une communauté imaginée – l'islam « pur » des origines – et désignant un ennemi facilement identifiable – les « Croisés » (la France, l'Occident, les chrétiens) et leurs alliés « pseudo-musulmans » (les régimes arabes ou africains corrompus).

Ce sont les ressorts et les modalités de cette partie du discours, sa composante anti-française, synonyme de risque pour les Français et pour la France, que je propose d'éclairer, depuis son émission jusqu'à sa réception par la société, dans un pays d'Afrique francophone dont les liens avec la France sont très forts mais très ambivalents : le Sénégal, pays musulman et démocratique, dont le modèle confrérique, jusqu'alors présenté comme un rempart contre la radicalisation, est ébranlé par la montée du wahhabisme. Le choix de deux situations contrastées, une grande capitale dynamique (Dakar) et une périphérie en crise après trente ans de conflit séparatiste non résolu (la Casamance), doit permettre à la fois d'enrichir et d'affiner l'analyse.

**39. Isabelle MERLE**, chercheuse CNRS au Centre de recherche et de documentation sur l'Océanie (CNRS/EHESS/Aix-Marseille Université)

**« Lieux d'origine et logiques d'appartenance. Communauté scolaire et "vivre ensemble" à Marseille »**

Ce projet pédagogique, expérimental, qui s'adresse à une classe de seconde générale du Lycée Victor Hugo (3<sup>e</sup> arrondissement de Marseille), vise à inciter les élèves (issus majoritairement d'une immigration récente ou ancienne) à mieux se situer dans leur histoire personnelle, l'histoire de leur pays d'origine et celle de leur pays d'accueil, grâce à une démarche interdisciplinaire qui croise « récits de soi », histoires migratoires et histoire du travail à Marseille.

L'enjeu est d'abord de privilégier une démarche de connaissance en amenant les élèves à documenter leurs lieux d'origine et « berceaux familiaux » ainsi que la trajectoire migratoire de leur famille, pour nourrir des récits fictionnels et réalistes qui seront rédigés dans le cadre du cours de français, en collaboration avec Isabelle Merle (chercheuse) et Anne-Marie Timtchenko (professeur de français). L'enjeu est aussi de saisir certains aspects de l'histoire des migrations à Marseille à travers l'étude de sites industriels (la savonnerie et la verrerie en particulier), au croisement du cours de physique-chimie (en collaboration avec Nathalie Silhol) et du passé ouvrier de la ville. L'ensemble des récits recueillis auprès des élèves ainsi que les travaux concernant les industries marseillaises feront l'objet d'une publication finale. Le projet donnera lieu à des visites de sites. L'expérience sera poursuivie à la rentrée 2016 avec une autre classe de seconde.



**40. Franck MERMIER**, chercheur CNRS à l'Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain (CNRS/EHESS)

**« Traduire la guerre dans les sociétés arabes (Syrie, Yémen) : visions de l'intérieur »**

Ce projet vise à rendre compte, par le biais de la traduction, de visions de l'intérieur qui pourraient éclairer, non seulement certaines dynamiques des conflits de la Syrie et du Yémen, mais aussi les manières de voir d'intellectuels syriens et yéménites dont la production pallie les déficiences de la recherche en sciences sociales dans leurs pays respectifs. La traduction de ces textes permettrait au débat public et scientifique d'être enrichi par des analyses et des problématiques dont la singularité et l'originalité tiennent de la position d'observateurs du dedans de leurs auteurs. La réalisation d'un ouvrage collectif, constitué de textes traduits de l'arabe et portant essentiellement sur la guerre en Syrie et au Yémen, permettra d'apporter des éclairages nouveaux sur les enjeux liés à ces conflits ainsi que des données inédites tirées d'investigations et d'observations en prise directe avec les réalités sur le terrain.

**41. Martial MERMILLOD**, enseignant-chercheur au Laboratoire de psychologie et neurocognition (CNRS/Université Grenoble Alpes/Université Savoie Mont Blanc)

**« Les vecteurs psychophysiologiques de comportements extrémistes suite aux attentats du 13 novembre 2015 : évaluation et remédiation »**

Malgré la domination des systèmes démocratiques au niveau économique, scientifique, militaire, politique, social et culturel, ces mêmes démocraties restent fragiles en cas de crises sécuritaires. Ainsi, la peur induite par les attentats récents peut guider la population vers des régimes extrémistes qui pourraient rapidement mener à la guerre civile, d'autant plus dans le cas de sociétés multiculturelles. La réponse réside donc autant dans la prévention des attentats que dans l'analyse et la compréhension de l'évolution de l'opinion publique. Dans cette perspective, notre projet de recherche s'articule autour de deux axes:

- développer des mesures implicites (donc objectives et non-biaisées) de l'opinion publique ;
- remédier aux comportements d'agression inter-groupes par l'utilisation de techniques psychologiques (flexibilité cognitive, régulation émotionnelle) et psychophysiologiques (biofeedback).

**42. Sabrina MERVIN**, directrice du Centre Jacques Berque (CNRS/Ministère des Affaires étrangères et du Développement international), Maroc

**« Islams et islamismes aujourd'hui. Projet d'ouvrage collectif à large diffusion »**

Il s'agit d'éditer un ouvrage de synthèse qui constituerait une référence solide pour tous ceux qui s'intéressent à l'islam d'aujourd'hui, à ses doctrines, aux idéologies qui en découlent, ainsi qu'aux enjeux politiques et religieux qui lui sont liés : pouvoirs publics, acteurs sociaux, médias et « grand public ». Rédigé dans un style clair et accessible mais sans concessions sur la qualité scientifique, il comportera dix chapitres de synthèse et des encadrés ou des éclairages sur des points particuliers (portraits d'acteurs, descriptions de lieux, focus sur des faits, des doctrines, etc.) L'ouvrage sera pensé et conçu en fonction des questions qui se posent aujourd'hui au sein de la société française sur l'objet « islam ».

Fruit d'un travail d'équipe, il ne se présentera pas comme un livre collectif mais comme un ouvrage construit et articulé auquel chacun apporte ses compétences. Pour le réaliser, nous envisageons d'organiser deux ateliers : l'un pour lancer l'opération, mettre le sommaire au point et répartir les contributions ; l'autre pour faire le point avant la remise définitive du manuscrit, organiser la relecture des contributions et leur harmonisation. Ces ateliers auront lieu à Paris, à l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman (CNRS/EHESS) ; des réunions en plus petit comité sont prévues. Un éditeur, Flammarion, a montré son intérêt pour le projet.



www.cnrs.fr

**43. Perrine MICHON**, enseignante-chercheuse au Lab'Urba (UPEC)

**« Comment vivre ensemble dans une société d'individus : expérimenter la construction de soi et l'appartenance au collectif par des cercles de paroles dans un collège du 11<sup>e</sup> arrondissement »**

Ce projet a pour ambition de mettre en place des cercles de parole dans un collège du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le projet est de proposer à des collégiens un espace-temps où ils peuvent faire la double expérience de leur construction à la fois individuelle et singulière et de leur appartenance à un groupe.

L'objectif de ce projet est triple : à l'échelle individuelle des collégiens participants au dispositif, cette cellule expérimentale permettra à des jeunes entre 11 et 14 ans de bénéficier d'un accompagnement et d'un lieu d'expression où déposer une parole qui ne peut être dite ni en cours dans l'interrelation avec l'enseignant, ni dans la cour avec leurs camarades, ni dans le lien avec l'administration. L'enjeu sera de voir si cette expérimentation se traduit par une amélioration dans les trajectoires individuelles des élèves. A l'échelle du collège, l'objectif sera de voir s'il y a une amélioration de l'atmosphère de la vie collective, aussi bien pour les collégiens que pour les enseignants ou les autres adultes qui y travaillent. Enfin, de manière expérimentale, ce projet pourrait permettre, en étant au plus près d'une population jeune et mixte, d'observer comment se construit au quotidien le lien social. Un processus d'évaluation du dispositif sera mis en place à l'issue de cette expérimentation, au bout d'un an. Cette recherche exploratoire a pour ambition, à l'intérieur d'un collège que l'on peut considérer comme un laboratoire de la vie en société, d'interroger et d'éclairer la notion du « vivre ensemble » : comment ce phénomène mouvant et complexe se construit, ou se déconstruit, dans le contexte socio-politique post-attentats et dans celui de la « société d'individus » dans laquelle nous nous inscrivons aujourd'hui.

**44. Daniel MIRZA**, enseignant-chercheur au Laboratoire d'économie d'Orléans (CNRS/Université d'Orléans)

**« Radicalisation et terrorisme : l'économie joue-t-elle un rôle ? »**

L'objectif premier du projet de recherche est de savoir si les différences de conditions économiques (chômage des jeunes notamment), l'importance des réseaux communautaires et les conditions géographiques d'accès au Moyen-Orient sont des facteurs pouvant influencer la distribution géographique des départs des jeunes combattants pour le Jihad. Le second objectif est d'étudier si cette radicalisation observée contribue en retour à générer de nouveaux incidents terroristes dans les pays de départ. Dans ce projet, nous examinerons aussi en particulier si l'espace Schengen joue ou non un rôle significatif dans la facilité de circulation des membres des organisations terroristes en Europe. Nous avons accès à une base de données sur les combattants étrangers au Jihad (*Foreign Fighters*) qui retrace pour deux années consécutives, 2014 et 2015, le nombre de combattants au Jihad au départ de plus de 80 pays du monde. Ces données sont rassemblées par le cabinet de consultants *The Soufan Group*, à partir de données officielles émanant des autorités nationales et des Nations-Unies.

Dans un premier travail d'investigation, nous nous proposons de lier le nombre de départs observé dans chaque pays à la situation macroéconomique et géographique de ce pays. Des variables de différentes sources seront mobilisées. Pour les variables macroéconomiques, nous utiliserons les bases de la Banque mondiale pour extraire des variables de taux de chômage des jeunes, niveau d'éducation, infrastructures de transport et de communication, stock de migrants originaires d'un pays arabe dans le pays de départ, etc.... Nous ferons également appel aux bases Freedom House (liberté d'expression, liberté d'entreprendre, etc...), Polity IV (niveau de démocratie) ou encore Gallup (bien-être subjectif). Pour les variables géographiques, nous emploierons les données de la base Distance du CEPII dont seront extraites la distance géographique entre chaque pays de départ et les pays du Moyen-Orient ; des données sur les liens coloniaux entre les pays arabes et le pays de départ seront aussi mobilisées.

Dans un deuxième travail, nous nous concentrerons sur les liens possibles entre les départs de ces jeunes et les incidents terroristes dans le monde, en particulier les incidents dans les pays desquels ils sont issus. Pour ce faire,



www.cnrs.fr

nous nous proposons de lier les données de départs au Jihad au nombre d'incidents terroristes donné par la base GTD (*Global Terrorism Database*), perpétrés par l'Etat Islamique mais aussi d'autres groupes radicaux ces dernières années. En effet, la base GTD reporte tous les incidents dans le monde. Cela inclut les attentats mais aussi les menaces d'attentats et les attentats déjoués sur la période considérée (2014 et 2015). On connaît la localisation exacte de ces incidents, le groupe ayant perpétré l'incident, la première nationalité des victimes visées mais aussi la première nationalité des membres terroristes du groupe ayant perpétré l'incident. Par exemple, si l'Etat Islamique a revendiqué un acte terroriste, la base GTD reporte cette information mais aussi la nationalité des membres de l'Etat Islamique l'ayant perpétré (par exemple, des membres de nationalité française).

Dans un troisième article, et parce que Schengen permet la mobilité des personnes et des ressources entre les pays européens signataires, nous nous posons la question de savoir quel est l'impact de l'espace Schengen sur les attentats en Europe. Les prédictions théoriques ne sont pas si évidentes : si Schengen permet une perméabilité forte entre les États signataires, facilitant les déplacements et l'organisation des acteurs terroristes sur le sol européen, Schengen et plus généralement Europol permettent néanmoins une plus grande coordination des politiques de sécurité entre les États européens. L'idée ici serait de profiter d'une expérience quasi naturelle – l'entrée progressive des différents pays dans Schengen – pour voir quel a été l'impact sur les incidents terroristes (actes, menaces, attentats déjoués) après signature, par rapport au nombre d'incidents qui aurait prévalu si les pays n'avaient pas signé les accords de Schengen.

**45. Dominique MULLER**, directeur du Laboratoire interuniversitaire de psychologie (Université Grenoble Alpes/Université Savoie Mont Blanc)

**« *Projet Amalgame : conséquences des attentats sur les processus implicites* »**

L'objectif général de ce programme de recherches est de tester si la confrontation à des événements traumatiques comme les attentats produit un amalgame au niveau implicite entre la communauté d'individus d'origine maghrébine et un groupe terroriste.

Il est important de répondre à cette question car 1) ces processus implicites ont une influence sur nos comportements, même si cette influence est plus difficile à percevoir pour l'individu ; 2) au quotidien, leur nature implicite les rend plus difficilement détectables et il est donc important de les identifier ; et enfin 3) ces processus implicites peuvent ensuite amener à des changements aussi au niveau explicite.

À travers ce projet de recherche, nous testerons la question de savoir si un tel « amalgame implicite » peut apparaître dans trois domaines différents : le jugement d'autrui, la mémoire des visages et les tendances à l'approche ou à l'évitement. Le recours à ces trois domaines permettra d'établir un premier état des lieux des domaines touchés par ce type d'amalgame implicite. Enfin, ce programme de recherches nécessitant le recours à des visages, il sera également l'occasion de créer et de mettre à disposition des chercheurs une base de données de visages d'origine française, d'origine maghrébine et d'origine asiatique (cette dernière catégorie étant utile pour démontrer que les effets observés pour les visages d'origine maghrébine sont spécifiques à cette catégorie). Ce type de base de données pourrait être très utile pour tous les chercheurs travaillant sur des questions de ce type car, à notre connaissance, aucune base de données n'existe pour la France.



**46. Mathilde MURA**, doctorante au laboratoire Archéologies et sciences de l'Antiquité (CNRS/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/Université Paris Ouest Nanterre La Défense/Ministère de la Culture et de la Communication)

**« Atteintes au patrimoine archéologique en Syrie, en Irak et en Afghanistan : prospections et état des lieux »**

Ce projet de recherche aborde les atteintes aux patrimoines syrien, irakien et afghan, à l'aide de données de terrain et d'images satellites. Il permet de documenter les dommages subis par les sites archéologiques et d'envisager une reprise des activités scientifiques. Deux missions de terrain dans les régions d'Halabja (Irak) et de Bactres (Afghanistan) permettront d'obtenir des mesures précises des dégâts occasionnés sur les sites. Ces données permettront de créer un référentiel d'analyse pour l'étude de la région de Deir-ez-Zor (Syrie), dont le terrain reste inaccessible. Les instruments pour mener à bien ce projet combinent les connaissances de nos collègues syriens, irakiens et afghans, et les outils numériques développés par la recherche française, en termes de repérage et d'analyse à des fins archéologique et patrimoniale, des sites endommagés.

Le projet s'insère dans un programme de thèse intitulé *Dynamiques des tells et destructions militaires* (sous la direction du Pr. P. Butterlin) et sera réalisé sous l'égide de plusieurs institutions partenaires telles que l'Institut français du Proche-Orient, la Délégation archéologique française en Afghanistan et du laboratoire ArScAn (équipe Du village à l'État au Proche et Moyen-Orient).

**47. Corinne NARDIN**, enseignante-chercheuse à l'Institut des sciences analytiques et de physico-chimie pour l'environnement et les matériaux (CNRS/Université de Pau et des pays de l'Adour)

**« Pré-concentration et détection en temps réel de neurotoxines au moyen de la nanostructuration fonctionnelle de copolymères biohybrides semi-conducteurs auto-associatifs »**

Pour ce faire, nous allons développer un copolymère biohybride composé d'un polymère semi-conducteur couplé à un aptamère qui reconnaît spécifiquement sa cible, la saxitoxine (STX). Il s'agit de la substance non protéique la plus toxique par empoisonnement marin paralysant suite à l'ingestion de mollusques bivalves, qui accumulent la toxine à des doses létales. Le copolymère amphiphile biohybride résultant du couplage entre un polymère semi-conducteur, hydrophobe, et un aptamère, hydrophile, s'auto-assemble en solution aqueuse sous la forme de structures nanométriques composées d'un cœur hydrophobe et d'une couronne hydrophile. L'auto-association permettra la pré-concentration spécifique de la neurotoxine en solution aqueuse. Sa détection en temps réel à basse concentration par électrochimie et spectroscopie sera possible du fait de la reconnaissance de la protéine par l'aptamère, qui induit une modification de l'environnement du polymère conducteur au cœur de l'auto-assemblage et, par conséquent, de ses propriétés photophysiques.

**48. Jacques ORVAIN**, enseignant-chercheur au laboratoire Management des organisations de santé (EHESP)

**« Analyse qualitative CE-Eprus. Consolidation des expériences de l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires »**

L'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus) est une agence sanitaire qui a été créée en 2007 pour faire face aux situations de crise sanitaire en France et à l'étranger (séisme à Haïti en 2010, accident nucléaire au Japon en 2011, épidémie d'Ebola en Guinée en 2014, attentats à Paris en 2015). Elle forme des équipes de volontaires pour prêter assistance sur différents terrains et apporte un soutien logistique. L'Eprus doit constamment adapter son action à de nouvelles situations de crise. Au-delà de l'adaptation des équipes



d'intervention à la situation locale, l'établissement a développé des aptitudes d'apprentissage particulières, notamment en ce qui concerne les comportements organisationnels de petits groupes d'intervention en situation d'incertitude. Ce terrain d'étude fait entrevoir des possibilités de théorisation de la construction des compétences collectives face à l'incertitude, et des apprentissages collectifs de ces compétences.

Cette première phase d'un programme de recherche éventuellement plus important aura pour objectif de réaliser une description de l'activité de l'Eprus pendant les huit dernières années. Cette description sera éclairée par le cadre théorique sur les comportements organisationnels (*Organizational Behavior*) et en particulier par l'étude des pratiques collectives (Feldman & Orlikowski, 2011; Nicolini, 2012) et les formes d'interprétation de ces pratiques (Czarniawska, 2008).

**49. Jean-François PEROUSE**, enseignant-chercheur à l'Institut français d'études anatoliennes – Georges Dumezil (CNRS/Ministère des Affaires étrangères et du Développement international)

**« Ambiguïtés turques : la réception des attentats de 2015 dans les médias de Turquie »**

Étant donné à la fois la situation de pont et le positionnement complexe de la Turquie face aux conflits syriens, la description et l'analyse des réactions turques plurielles vis-à-vis d'attentats en contextes différents nous paraît utile pour contextualiser les comportements radicaux et extrêmes et déceler les visions du monde contemporain susceptibles de déterminer, nourrir, et/ou banaliser des engagements extrêmes.

Le projet soumis par l'Institut français d'études anatoliennes – Georges Dumezil propose ainsi d'analyser les réactions turques aux attentats commis en 2015 dans le monde et de voir dans quelle mesure ces réactions révèlent des conceptions variables du monde contemporain, du conflit en Syrie et du rôle de la Turquie et de ses alliés occidentaux face aux phénomènes extrêmes. Ainsi, il nous renseignera d'abord sur les représentations telles qu'elles se structurent et se développent aujourd'hui en Turquie. Mais aux vues de la place occupée par la Turquie dans des réseaux circulatoires très différents, il nous renseignera également sur les schèmes d'interprétation – pouvant nourrir des radicalisations – qui circulent entre le Moyen-Orient et l'Europe, voire l'Afrique.

L'objectif est à la fois de donner une idée de l'étendue du spectre des réactions ambiguës et de voir comment la stupeur du monde occidental n'est pas nécessairement partagée, même dans des milieux que l'on croirait « acquis ». Suivant les cas, de la réaction d'empathie, à la réaction qui semble trouver des excuses, voire des raisons positives, aux auteurs de l'attentat, en passant par la réaction ambivalente « molle », il existe toute une gradation. Il s'agira d'identifier en priorité la gamme des réactions les plus dissonantes, de voir quels groupes sociaux et quels terrains elles touchent, de déceler sur quelles argumentations elles reposent et comment elles peuvent circuler entre la Turquie et les communautés turques et/ou musulmanes d'Europe, les communautés syriennes en Syrie, en Turquie et en Europe, et les djihadistes.

**50. Denis PESCHANSKI**, chercheur CNRS au Centre européen de sociologie et de science politique (CNRS/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/EHESS) – **Francis EUSTACHE**, directeur du laboratoire Neuropsychologie et neuroanatomie fonctionnelle de la mémoire humaine (Inserm/EPHE/Université de Caen Normandie)

**Programme « 13-Novembre »**

Au lendemain du 11 septembre 2001, le Pr. William Hirst, professeur de psychologie à la New School (New York) prend l'initiative (et la tête) d'une vaste enquête pluridisciplinaire sur les témoins directs ou indirects des attentats. Il s'agit aussi bien des survivants que de personnes plus éloignées, que des personnes hors New York mais aux États-Unis. La psychologie était là dominante, mais une étude est aussi parue en neurosciences et quelques autres. L'originalité et l'intérêt majeurs de la démarche est qu'il a recueilli ces témoignages quelques semaines après, un an, trois ans et 10 ans après. Cela donne un ensemble de plus de 3000 questionnaires ainsi remplis. 206 personnes ont



répondu aux 4 moments. Un thésard que je codirige avec le psychologue Francis Eustache travaille sur ces 206 personnes. C'est une source évidemment exceptionnelle sur la réaction aux événements évidemment, mais aussi sur les mécanismes de consolidation-reconsolidation, la façon dont le souvenir se construit dans l'interaction entre mémoire individuelle et mémoire collective etc.

Comme dans le cas américain, c'est côté français que nous nous tournons et pas à l'international. S'inspirant de ces travaux, l'idée serait de monter une équipe transdisciplinaire qui programmerait une série d'interviews de survivants, d'habitants de ces quartiers touchés par les attentats, d'habitants des quartiers les plus lointains, de la banlieue et de quelques villes ou villages. Le protocole serait plus systématique : il faudrait qu'on puisse suivre environ un tiers sur 10 ans (donc interviewés 4 fois). Il serait en outre enrichi car, en associant par exemple l'INA et CNRS Images, on mobiliserait des équipes pour des enregistrements vidéos et pas seulement pour des questionnaires.

**51. Jean-Baptiste PESQUET**, doctorant à l'Institut français du Proche-Orient (CNRS/Ministère des Affaires étrangères et du Développement international) et au Groupe sociétés, religions, laïcités (CNRS/EPHE)

**« Souffrance et violence : les deux faces inexplorées du processus d'engagement »**

Cette étude exploratoire continue mon programme de recherche doctorale avec la mise en place d'une étude de terrain au sein d'une communauté musulmane en France, afin d'étudier les liens entre souffrance, violence politique et radicalité d'une part, et d'autre part souffrance et engagement pacifique. Les attentats qui ont frappé la France en 2015 posent la question de l'engagement violent aux prises avec les relations entre religieux et politique. Les actes de violence du 13 novembre se caractérisent par le sacrifice de militants dans des attaques-suicides. Le projet de recherche que je mène depuis maintenant cinq ans propose une approche originale pour répondre à l'enjeu que représente l'étude du sacrifice de soi en politique dans un contexte islamique.

La souffrance est l'objet d'utilisations par des acteurs et des institutions politiques qui s'inscrivent dans des contextes socio-historiques particuliers. Le courant d'étude de la souffrance sociale en anthropologie attire depuis une vingtaine d'années notre attention sur les conditions sociales de formation de la souffrance et ses utilisations de manière originale et renouvelée. Ces travaux ont démontré de façon convaincante, en s'appuyant sur des ethnographies, que souffrance et violence étaient les deux faces d'un même processus : la non-reconnaissance de la souffrance sociale crée les conditions de possibilité de la violence politique (Kleinman, Das & Lock 1997 ; Perdigon 2010). Mon projet propose de continuer ce programme de recherche en réalisant une ethnographie sur un milieu religieux islamique en France, afin d'étudier le contexte du basculement non pas tant dans la radicalisation islamique (Khosrokhavar 2014) que dans la violence politique. Cette recherche ne peut se faire sans étudier également les formes d'engagement religieux non-violent. En effet, si la non-reconnaissance de la souffrance peut provoquer la violence, sa reconnaissance peut se faire dans un engagement politique pacifique (Pesquet 2015).

Mon travail exploratoire consistera à m'implanter au sein d'une communauté dans une grande agglomération française (Paris, Marseille, Lyon ou Toulouse). Pour ce faire, je propose, d'une part, d'étudier un lieu associé à l'éducation religieuse (discours et pratiques) en suivant des cours d'arabe dans un centre culturel islamique et, d'autre part, d'étudier un lieu associé à l'engagement religieux en rencontrant des jeunes musulmans travaillant pour une association venant en aide aux populations syriennes.



**52. Mathilde PHILLIP-GAY**, enseignante-chercheuse au laboratoire Triangle : action, discours, pensée politique et économique (CNRS/ENS de Lyon/Université Lumière Lyon 2/Université Jean Monnet/Sciences Po Lyon)

**« Laïcité à la française. Relativiser sa singularité grâce à sa définition juridique »**

Le professeur de droit Jean Rivero écrivait déjà au Recueil Dalloz de 1949 : « *Laïcité : le mot sent la poudre* » ! Mais, ajoutait-il, « *le seuil du droit franchi, les disputes s'apaisent* ». Si les expériences de formations universitaires axées sur le droit de la laïcité qui se développent partout en France confirment la fonction apaisante de l'approche juridique de la laïcité, il n'existe pas de recherche d'envergure sur cette notion juridique. L'ambition de ce projet est d'étudier la laïcité « de l'intérieur », tout en la resituant dans un contexte européen et international, afin d'en relativiser sa singularité et pour une diffusion apaisée de ce principe.

La subvention du CNRS permettra de financer une année de ce programme, une année que nous avons choisi d'axer sur les espaces de la laïcité. En effet, d'un point de vue philosophique, la laïcité est une construction intellectuelle tendant à empêcher l'emprise de toute confession sur la société, ce qui a pour conséquence de proscrire l'imposition d'une religion civile par le politique tout en renvoyant les affaires spirituelles à la sphère privée. Or, la plupart des confusions proviennent de l'assimilation erronée de ce registre philosophique à celui du droit français qui, au contraire, protège la liberté religieuse dans l'espace public, même si elle n'est pas sans limites.

La différenciation entre espace public et espace privé étant peu opérante en droit, nous réfléchissons à une distinction possible entre les espaces privés (dans lequel l'application de la liberté religieuse prime), les espaces républicains (dans lequel l'application de la neutralité prime), voire les espaces « sacrés » (dont il faudra étudier l'appréhension par le droit de la laïcité). Il s'agira alors de penser les caractéristiques de ces différents espaces et de réfléchir à leur éventuelle perméabilité. La notion juridique servira donc de support à une réflexion pluridisciplinaire, dans la lignée d'une méthode déjà expérimentée pour des recherches précédentes sur le droit et la religion. Elle se concrétisera par l'organisation de trois journées.

**53. Équipe POLAR - Maison de l'Orient et de la Méditerranée – Jean Pouilloux** (CNRS/Université Lumière Lyon 2), en partenariat avec l'École nationale supérieure de la police et la Direction centrale de la Police judiciaire.

**« Pillage et trafic des biens culturels : pour un partage inédit des savoirs et des savoir-faire entre archéologues et services de police »**

Le trafic de biens culturels recouvre un phénomène complexe dans ses implications juridiques, sociologiques, économiques et culturelles. Aux yeux des archéologues, il désintègre des pans de mémoire collective et prive la communauté humaine des témoins de son histoire. Il empêche ainsi l'interprétation future des réalisations d'une société en en décontextualisant les objets. Vu par les policiers, il représente une gigantesque économie souterraine, participe au financement de groupes terroristes et contribue à la déstabilisation des régions proche et moyen-orientales. Aujourd'hui, ce phénomène en expansion nécessite la coopération de plusieurs acteurs afin d'être compris, et ralenti.

Porté par l'ensemble des laboratoires de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée et le concours du Centre de recherche de l'École nationale supérieure de la police (Ministère de l'Intérieur), le projet propose de décrire les mécanismes du pillage et du trafic des biens culturels en Méditerranée orientale au sens large, théâtre de plusieurs conflits récents. Sur la base du regard croisé des archéologues et des experts de la police nationale, les partenaires livreront une description conjointe des analyses et constatations, ainsi qu'un état de l'art sur les moyens et les limites de la lutte.

Cette démarche est inédite et permettra de capitaliser les bonnes pratiques et des acquis professionnels, d'après deux cœurs de métier différents, pour la résolution d'un seul et même problème. Elle s'inscrit aussi dans la lignée



des recherches entreprises par l'Unesco sur cette question et s'appuie sur l'ensemble des données acquises, en insistant davantage sur l'analyse du phénomène à l'échelle locale et sur l'échange d'expérience. Elle vise *in fine* à enrichir la formation des policiers et des archéologues.

**54. Jacques PY**, enseignant-chercheur au laboratoire Cognition, langues, langage, ergonomie (CNRS/ Université Toulouse Jean Jaurès)

**« HumIntConverCrim. Construction et validation d'une technique d'audition pour optimiser le rappel de conversations criminelles »**

Recueillir des informations provenant de sources humaines (HumInt pour *Human Intelligence*) apparaît déterminant dans la préservation de la sécurité nationale et la prévention du terrorisme. La majorité des recherches liées à l'optimisation du recueil de la preuve orale à destination du renseignement a, cependant, porté sur les techniques d'interrogatoire des suspects. Une seule étude, à notre connaissance, a visé à évaluer l'efficacité de différentes techniques d'audition de sources coopératives (informateurs). Or, les informations récoltées sur des conversations, en particulier visant la planification d'actions criminelles, peuvent s'avérer cruciales pour déjouer un acte terroriste. L'essor de la psychologie judiciaire expérimentale a vu se développer au cours des trente dernières années des techniques de recueil du témoignage à destination des témoins et victimes, sur lesquelles le présent projet se basera pour élaborer un protocole d'audition spécifique au rappel de conversations criminelles. En effet, si les études portant sur le rappel des faits et les techniques que l'on peut mettre en œuvre pour l'améliorer sont très nombreuses (voir Memon, Meissner & Fraser, 2010 pour une revue de la question), peu d'études ont porté sur l'optimisation du rappel de conversations.

Le projet HumIntConverCrim s'attachera à comprendre les processus cognitifs et sociaux à l'œuvre dans le rappel de conversations et à tester des consignes visant à la fois la complétude et l'exactitude du rappel de ces informations, ainsi que la consolidation du souvenir en mémoire. En référence à la théorie des traces floues (Reyna & Brainerd, 1995) qui postule qu'une expérience vécue sera stockée en mémoire ainsi que récupérée sous deux formes distinctes, les traces *verbatim* (les détails d'une scène, le rappel « mot pour mot ») et les traces sémantiques (le sens général de cette scène), il s'agira de tester des consignes de rappel qui font spécifiquement appel aux traces *verbatim*, permettant à l'informateur de rappeler des détails spécifiques tout en évitant d'effectuer des inférences sur l'évènement-cible. Ces études sont destinées à permettre, à très court terme, la constitution d'un outil à destination des professionnels du renseignement.

**55. Sébastien ROCHÉ**, chercheur CNRS au laboratoire Politiques publiques, action politique, territoires (CNRS/Sciences Po Grenoble/Université Grenoble Alpes)

**« POLIS2 : Les adolescents, leurs identités sociales, la radicalisation des attitudes et le rapport à la cité. Une étude comparative franco-allemande de leurs déterminants »**

Prevention of radicalization and violence is based on legitimacy granted to institutions by the public and on feelings of belonging to a nation. When it is not the case, the social and moral climate in which adolescents – particularly minority ones – grow up can lead them to adopt radical violent attitudes (RVAs). To study the production and reservoir of frustrations and corresponding values that legitimize violence is therefore essential.

We hypothesize an effect of values and beliefs on radical attitudes, and in particular political and/or religious beliefs, as well as of the degree to which adolescents adhere to those. Other aspects need to be accounted for such as structural conditions (living conditions), and for the role of "procedural justice" (Tom Tyler) i.e. fairness in interactions with public services, in particular the police, since front line officers "embody" the state in the view of citizens. The research protocol is geared to testing the role of such variables among adolescents after controlling for other competing explanations based on existing French-German survey data (ANR-DFG project "Polis"). Resources



allocated will also be used for fund raising in the view of preparing a second French-German comparative study which would focus on the linkage between ethnic/national identities, religious beliefs, and radical violent attitudes, and societal differences between the two countries may account for differences in violent attitudes.

**56. Oissila SAAIDIA - Frédéric ABECASSIS**, enseignants-chercheurs au Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (CNRS/ENS de Lyon/Université Lumière Lyon 2/Université Jean Moulin/Université Grenoble Alpes)

***Dictionnaire-film « Les dix mots de l'Islam »***

Utiliser à bon escient un mot permet d'éviter les *a priori* et les amalgames. C'est pourquoi, sur le modèle de « Ma thèse en 180 secondes », il s'agit de proposer une définition scientifique de dix mots de l'islam à travers un dictionnaire-film. Chaque mot est présenté par un universitaire dont la compétence est reconnue sur le sujet. Le film peut être visualisé *in extenso* ou par mot.

**57. Valérie SCHAFER**, chercheuse CNRS à l'Institut des sciences de la communication du CNRS (CNRS/Université Paris-Sorbonne)

***« De #jesuischarlie à #offenturen : archives et archivage du patrimoine nativement numérique face aux attentats »***

Les attaques qui ont frappé la France en janvier 2015, comme celles qui se sont produites à Paris et Saint-Denis le 13 novembre 2015, ont donné lieu à une intense activité en ligne au cours des événements et dans les jours qui ont suivi. Celle-ci a émané à la fois de sites et d'organes d'information (avec notamment des fils d'informations en continu et des dispositifs de questions/réponses en direct), d'institutions (communication de crise de la RATP, du gouvernement, etc.) et des internautes, notamment via Twitter ou Facebook, sans compter les innombrables commentaires et débats dont cette communication a elle-même fait l'objet. Quelles sont les traces numériques laissées par cette réactivité aux événements ? Comment envisager leur processus de captation et d'archivage en temps réel ? Comment documenter ce type d'archives et de corpus pour la recherche ? Que peut-on retirer de ces sources nativement numériques pour analyser ces événements au plan national et international, mais aussi pour saisir la participation des internautes, les formes d'expression en ligne et le rôle des réseaux socio-numériques au cours des journées et dans les semaines qui ont suivi, la communication de crise, ou encore les circulations médiatiques ?

Prenant pour point d'appui les archives du Web, cette recherche interdisciplinaire (informatique, SIC, sociologie, histoire notamment) a pour ambition, en partenariat avec les équipes de la BNF et de l'Ina chargées notamment du DL Web, de documenter la collecte du Web et de Twitter au cours des événements, d'interroger les conditions et possibilités d'élaboration de corpus, et de faire ressortir les premiers éléments qui peuvent émerger de ces données massives entre histoire visuelle, approche quantitative et qualitative, TAL, cartographie de liens, sémiologie, ou encore médiologie, pour analyser la fabrique de l'événement en ligne.

**58. Yann SCIOLDO-ZÜRCHER**, chercheur CNRS au Centre de recherche français de Jérusalem (CNRS/Ministère des Affaires étrangères et du Développement international)

***« Migration de Français vers Israël »***

Les attentats de janvier 2015 visant notamment un supermarché de la communauté juive de Vincennes ont accentué l'insécurité de la population juive de France qui, depuis le tournant des années 2000, assure vivre un virulent regain d'antisémitisme. Et depuis des assassinats ciblés contre une école communautaire de Toulouse en mars 2012, l'émigration des Juifs de France est devenue, en termes quantitatifs, la première immigration en Israël.



Ce contexte historique, qui pour nombre d'observateurs pose la question de l'avenir du judaïsme en France, nous renforce dans l'idée qu'il est pertinent de connaître le point de vue et de retracer les trajectoires de ceux qui sont récemment installés en Israël et de ceux « en phase d'installation ». Il nous semble important, en effet, d'enquêter non pas sur les raisons énoncées notamment dans les sondages et qui renvoient aux émotions qui s'expriment dans l'espace public (« la peur », « la France qui ne garantit pas la sécurité de ses citoyens », « la montée du fondamentalisme musulman », de l'antisémitisme, et « la difficulté de pratiquer sa religion »...) mais de recueillir, lors d'entretiens longs et répétés, les justifications données à « l'engagement et à l'acte de partir ». Il s'agit de constituer un corpus de récits avec pour objectif de rendre compte « du bien-fondé », pour ces personnes, de l'action de partir, en mettant entre parenthèses la question du « pourquoi partez-vous ». Il s'agit somme toute d'explorer ce que disent les partants sur ce qui leur semble justifier leurs départs et comment ils « entrent en migration ».

L'ambition de ce projet n'est pas de construire une typologie des différents profils des migrants et de leurs parcours migratoires, mais de rendre compte du sens qu'ils attribuent à leur prise de décision. Cette étude, qui ne traitera volontairement pas des idéologies dites sécuritaires, souhaite donc apporter des éléments de compréhension quant au départ de citoyens français avec pour finalité d'entendre ce qu'ils ont à dire sur ce phénomène.

**59. Claire SÉCAIL**, chercheuse CNRS à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sociologie, économie et science politique (CNRS/Université Paris Dauphine)

**« Sensibilité au traitement télévisuel du terrorisme »**

Dans un contexte d'accroissement de la menace terroriste qui pèse sur la société française, le projet SENSI-TV-T étudie la façon dont les publics sont informés des risques et des événements à travers le principal média d'information : la télévision. À partir d'une double approche par l'étude des contenus (JT, magazines d'information, éditions spéciales, etc.) et l'analyse en réception (entretiens panélisés, courrier des téléspectateurs), nous chercherons à établir dans quelle mesure se déploient les émotions citoyennes (peur, solidarité, peine, colère) face aux événements, et comment leur expression et leur circulation à la télévision participent à la mise en débat des questions politiques, sécuritaires et sociales liées au terrorisme et qui viennent fragiliser la société et son fonctionnement démocratique (stigmatisation de catégories confessionnelles, difficulté de la mission éducative, atteintes aux libertés publiques, etc.) L'hypothèse est ici faite que les processus d'appropriation des événements, d'accommodement avec eux et d'attribution de significations qui leur sont liées sont pour une large part dépendants de la réception de leur traitement médiatique – cette réception étant définie, non pas seulement comme le temps de l'exposition à un contenu, mais aussi comme l'ensemble des échanges qui se tissent entre acteurs sociaux autour des contenus. Dans cette perspective, le projet SENSI-TV-T a pour objectif aussi bien de caractériser les formes du traitement médiatique des attentats et de leurs suites, par des analyses quantitatives et qualitatives de contenu, que d'établir la sensibilité de divers segments de la population à cette médiatisation par des analyses qualitatives et expérimentales de réception.

**60. Alexandra TER HALLE**, chercheuse CNRS au laboratoire Interactions moléculaires et réactivité chimique et photochimique (CNRS/Université Toulouse III – Paul Sabatier)

**« Développement et mise en perspective dans le champ criminologique d'un nouvel outil biométrique à base d'organogel poreux pour la capture d'odeurs corporelles ou l'analyse de résidus d'explosifs »**

Notre objectif est de développer un outil pour l'analyse des odeurs corporelles, des résidus d'explosifs ou de toute substance volatile pour l'identification d'un suspect. Ce projet fait appel aux domaines des sciences des matériaux, des sciences analytiques, du traitement statistique et de la criminologie.



L'outil proposé consiste en un matériau original très absorbant à base d'organogel poreux, qui capte rapidement et concentre efficacement les composés volatils et notamment les odeurs corporelles. L'étape d'échantillonnage sera donc rapide, sensible et facile à exécuter. La seconde étape, en laboratoire, consiste à analyser le matériau par spectrométrie de masse. Les opérations de traitement de l'échantillon seront simplifiées puisqu'il suffit de dissoudre le matériau organogel pour l'injecter directement en chromatographie.

Un traitement statistique des données permettra de distinguer la signature olfactive d'une personne au sein d'un groupe de suspects donné. La mise au point du capteur, les conditions analytiques et le traitement mathématique ont pour objectif d'évaluer et d'optimiser la fiabilité de l'outil et donc l'admissibilité et la recevabilité d'éléments scientifiques constitutifs d'une potentielle preuve lors d'enquêtes.

Il apparaît indispensable de penser la création et l'application de cet outil en lien étroit avec les professionnels (policiers, techniciens, magistrats, avocats). Notre approche prendra en compte les contraintes méthodologiques et éthiques que cette création peut soulever. Pour cela, la collaboration avec une équipe de chercheurs en sciences humaines ayant une expertise des champs criminologique, judiciaire et une solide expérience méthodologique dans la mise en place de recherche-action pluridisciplinaire est nécessaire.

**61. Gérôme TRUC**, chercheur CNRS à l'Institut des sciences sociales du politique (CNRS/ENS Cachan/ Université Paris Ouest Nanterre La Défense)

**« La réaction sociale aux attentats : sociographie, archives et mémoire »**

L'objectif du projet REAT est de produire une sociographie fine des réactions suscitées dans la société française par les attentats de janvier et novembre 2015. Ce faisant, ce projet entend contribuer à une meilleure compréhension de ce que les attentats font aux sociétés où ils surviennent, au-delà de ce qui relève de leur traitement médiatique et des réponses politiques qui y sont apportées, et à un affinement des concepts dont disposent les sociologues pour en rendre compte.

Ce projet articule à cette fin trois volets empiriques : a) des enquêtes ethnographiques menées auprès des lieux des attentats et des quartiers frappés, ainsi que dans une commune de la banlieue parisienne indirectement liée aux événements ; b) une analyse des modalités de réaction aux attentats sur les réseaux socio-numériques ; c) une étude des hommages aux victimes déposés sur les lieux des attentats et des autres messages de soutien collectés à la suite des attentats. Sur ce dernier plan, le projet REAT se conçoit plus particulièrement comme une entreprise de valorisation scientifique du travail entrepris par les archives de Paris à la suite des attentats du 13 novembre. Inspiré du travail réalisé par l'équipe de l'« Archivo del Duelo » au *Centro Superior de Investigaciones Científicas* après les attentats de Madrid en 2004, ainsi que d'autres recherches du même type menées aux États-Unis après le 11-Septembre et au Royaume-Uni après les attentats de Londres en 2005, il vise enfin à structurer en France un groupe de travail sur la question des réactions sociales aux attentats en vue d'engager à plus long terme des échanges internationaux sur cette thématique de recherche.

**62. Paolo VANNUCCI**, enseignant-chercheur au Laboratoire de mathématiques de Versailles (CNRS/UVSQ) - **Ioannis STEFANO**, chercheur au Laboratoire Navier (CNRS/École des Ponts ParisTech/IFSTTAR)

**« Cathédrales durables »**

L'objectif du projet est l'étude des moyens de protection de l'intégrité structurelle globale d'une cathédrale gothique contre les explosions causées par des attentats terroristes. Les cathédrales gothiques sont en fait devenues des cibles potentielles en tant que monuments hautement représentatifs. De par leur structure, elles sont particulièrement sensibles aux explosions, qui peuvent notamment provoquer l'effondrement de la voûte ou d'autres parties structurelles et décoratives, avec d'une part une augmentation potentielle du nombre des victimes et, de l'autre, la perte définitive d'une partie de la cathédrale.



Les effets d'une explosion interne à une cathédrale sont méconnus, la littérature étant totalement absente sur ce sujet. Il est donc fondamental d'évaluer les conséquences d'un tel événement lors d'une première étude, pour, ensuite, dans une deuxième phase, étudier la possibilité d'une protection passive –une intervention structurelle qui, tout en respectant l'architecture et l'esthétique du bâtiment, soit capable de minimiser, sinon annuler, les effets d'un tel événement.

**63. Pierre-Paul VIDAL - Nicolas VAYATIS**, chercheurs CNRS au laboratoire COGNAC-G (CNRS/ Université Paris Descartes/Ministère de la Défense)

**« *Parcours Victimes Attentats* »**

The recent attacks in Paris shed light on the specificity of mass casualties, triage and damage control. The overwhelming role of the crisis cell and the necessity for all the actors to be aware of the situation outside the room is perfectly clear. The scientific and technologic progresses now allow such communication but it can't be done without tight preparation and control.

While in the surgical room, the surgeon may decide to shorten a procedure depending on the number of patients awaiting critical surgery, in the intensive care unit (ICU), the doctor has to judge which patient to admit. Biologists and pharmacists may also need to know when to order more blood or other critical products. A communication between all the doctors is critical from the emergency department to the ICU. The system we propose today, the wall of pictures, is designed for tailored interactions between all these doctors. This means that emergency physicians will be able to interact with surgeons, anesthesiologists, intensivists, biologists and pharmacists and decide which patient to prioritize for surgery. As evoked above, it has the potential to guide the physicians for making the good choice depending on the condition of the patient and the number of casualties awaiting or expected. The display of the data should include vital values directly from the patient. In case of mass casualties, it is reasonable to imagine a small, portable device that could be applied on each patient and will display the vital signs constantly on a wall sized display. Such an adaptable system may be very useful in the context of triage, which can take place in various places such as a hospital hall, corridor or even forward triage outside the hospital.

On a larger scale, the system could be applied to the prehospital field and could help the medical regulator to appropriately send the patient to the good place.

**64. Marie-Claire VILLEVAL**, chercheuse CNRS au Groupe d'analyse et de théorie économique (CNRS/Université Claude Bernard Lyon 1/Université Jean Monnet/Université Lumière Lyon 2/ENS de Lyon)

**« *Political inclusion. A behavioural analysis of de-radicalisation* »**

En mobilisant les outils de la théorie des jeux et l'expérimentation de laboratoire, l'économie comportementale peut aider à mieux comprendre l'origine des conflits et comment réduire la violence en identifiant des relations de causalité. Ce projet étudie comment, à partir d'un processus d'inclusion politique, il est possible de réintégrer des individus pour éviter qu'ils ne développent des comportements violents extrêmes. Il s'appuie sur des travaux précédents qui ont montré comment la combinaison d'inégalités économiques et d'asymétries de droits politiques peut engendrer de la radicalisation et des comportements de sacrifice, analysés comme des formes extrêmes de punition inter-groupes. Si la réduction des inégalités économiques échoue à prévenir l'extrémisme violent, il s'agit ici d'explorer si l'inclusion politique permet de mieux contrer cette violence en réduisant les asymétries politiques entre individus qui ont les mêmes droits mais qui les exercent de manière très inégale ou ont un accès inégal à l'information politique.

Un protocole expérimental nouveau testera en laboratoire si des campagnes informationnelles ont pour effet de réintégrer les individus désavantagés dans le processus politique et de contrer leur tendance à la radicalisation. Le protocole introduira à la fois une inégalité économique et une différenciation des coûts d'accès à l'information



politique. Il variera les mécanismes par lesquels les joueurs avantagés peuvent compenser les joueurs désavantagés et mesurera leur impact différentiel sur le risque de punition inter-groupes extrême.

**65. Marc WILLINGER**, enseignant-chercheur au Laboratoire montpellierain d'économie théorique et appliquée (CNRS/Université de Montpellier/Inra)

**« Identité, coopération et terrorisme »**

L'appartenance à un groupe social, en renforçant le sentiment identitaire, favorise la coopération entre ses membres et renforce leur défiance vis-à-vis des individus extérieurs au groupe. Notre objectif est d'identifier les conditions dans lesquelles le conflit identitaire peut conduire à des attaques malveillantes et destructrices de la part d'individus exclus du groupe.

Les individus, membres ou non du groupe, ont la possibilité de coopérer à travers la production conjointe d'un bien public global, c'est-à-dire un bien qui bénéficie à chaque individu indépendamment de son appartenance au groupe identitaire. Les membres du groupe peuvent également produire un bien public local, c'est-à-dire un bien qui ne profite qu'aux seuls membres du groupe. Les individus, quelle que soit leur appartenance, peuvent engager des actions agressives mais coûteuses visant à détruire les biens privés des autres. L'attaque peut être plus ou moins destructrice selon l'effort de destruction qui est engagé, et une attaque peut être ciblée sur les biens privés d'un ou de plusieurs individus. Enfin, les individus exclus du groupe peuvent également tenter de détruire une partie du bien public local grâce à leurs efforts d'investissement dans une « activité martiale » (dont la production nécessite l'effort conjoint de plusieurs individus, en raison d'indivisibilités).

Sous les hypothèses comportementales de favoritisme intra-groupe et de sentiment d'exclusion, la conjecture est que les membres du groupe concentrent leurs efforts sur la production de bien public local et que les individus exclus mènent des attaques coûteuses à la fois pour détruire les biens privés des membres du groupe et leur bien public local. La méthodologie retenue est l'expérimentation économique avec incitations réelles. On constituera un sentiment d'appartenance minimal à un groupe identitaire sur la base de la méthode de Tajfel et al. (1971). Le jeu constitutif est répété afin d'étudier les effets liés à l'historique des conflits et de la coopération.

**66. Omar ZANNA**, enseignant-chercheur à l'Université du Maine

**« Conversion religieuse en prison : de la réinsertion à la radicalisation ? »**

Pour les détenus ayant vécu l'incarcération comme un choc ontologique radical, conduisant parfois à une redéfinition identitaire totale, la religion – comme communauté d'accueil contenante – tombe pour ainsi dire à point nommé pour changer de vision du monde ! Si l'on tient pour vraie cette assertion, il nous faut répondre aux questions suivantes : qui sont les détenus qui se convertissent ? Comment l'idée du religieux vient-elle aux détenus ? La démarche est-elle individuelle ou impulsée par d'autres ? Comment et par quels médias et médiateurs s'organise l'initiation ? Et, point central pour cette recherche, quelles différences y a-t-il entre un processus de conversion préparant la réinsertion et un processus de conversion conduisant à la radicalisation ?

Pour rendre compte de ces deux parcours, dans le cadre de cette enquête exploratoire, la méthodologie s'appuiera essentiellement sur des entretiens réalisés auprès d'aumôniers, du personnel du Service pénitentiaire d'insertion et de probation, des enseignants, des surveillants, des membres des associations qui œuvrent en prison (etc.) des établissements de Rennes et Le Mans. Ces acteurs, chacun dans leur domaine d'intervention, côtoient quotidiennement les détenus. Ils sont parfois amenés à identifier les changements dans les comportements, les discours, les relations traduisant l'engagement dans un processus de conversion en détention. Par-delà un tel repérage, les professionnels ou les personnes habilités à rencontrer les détenus produisent un point de vue sur les raisons qui, selon eux, conduisent à la conversion. En d'autres termes, notre attention se focalisera en deuxième lieu sur l'interprétation de ces acteurs sur la question de la conversion religieuse. Les entretiens porteront également sur les réponses apportées (ou pas) par les acteurs concernés, sur les moyens dont ils disposent et qu'ils mettent en



[www.cnrs.fr](http://www.cnrs.fr)

œuvre, tant en ce qui concerne la prévention que le suivi des parcours des individus convertis et/ou en voie de radicalisation. Enfin, il s'agira de saisir si, aux yeux de ces acteurs, l'institution pénitentiaire a pris la juste mesure du phénomène et est à même d'y répondre de manière adaptée.

# Appel « Attentats-Recherche »

Bilan établi au 22 novembre 2016

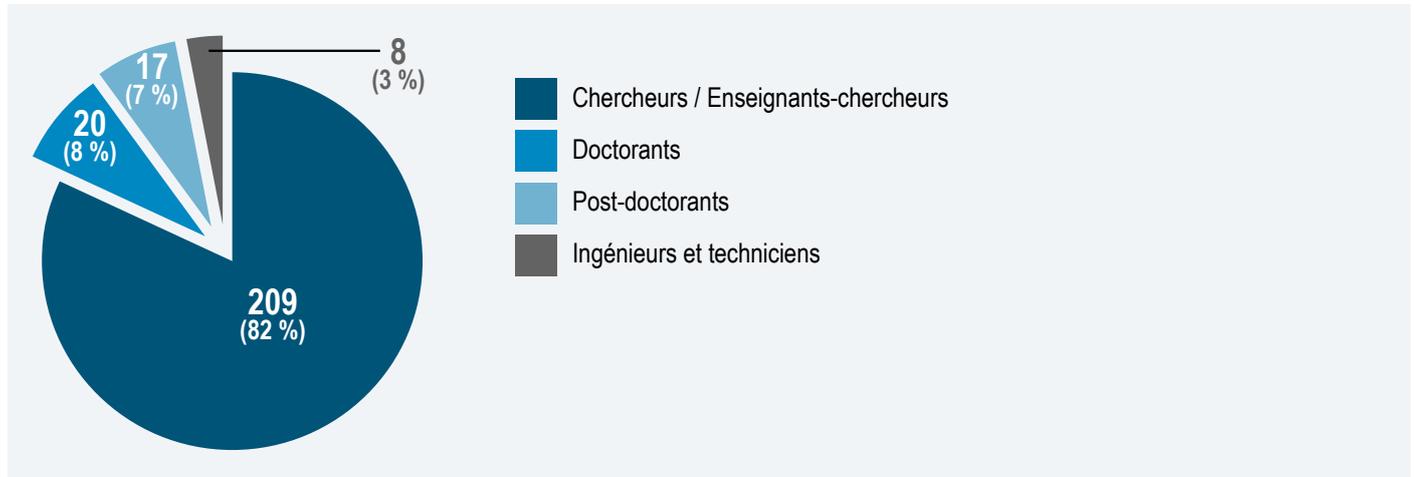


[www.cnrs.fr](http://www.cnrs.fr)

# Les chiffres-clés

Source CNRS au 22/11/2016

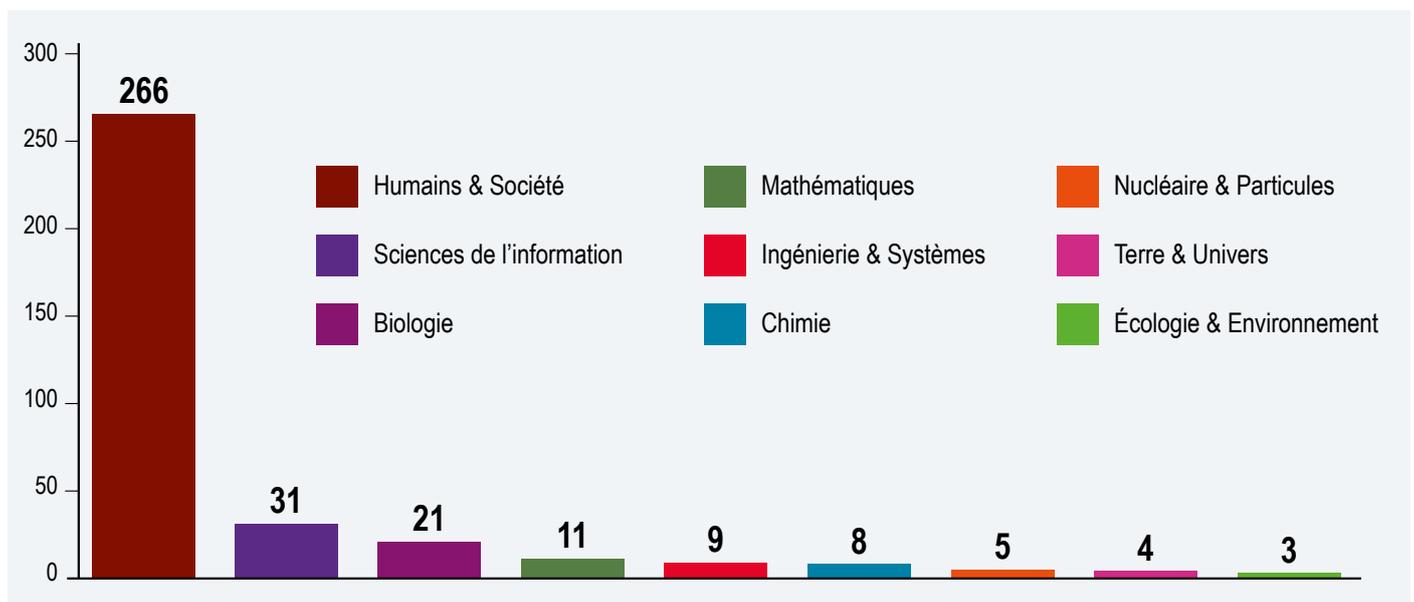
## Répartition des 254 projets issus du monde académique



## Part des projets financés



## Répartition des propositions reçues par disciplines scientifiques



Note : Le total est supérieur au nombre de propositions reçues (320) car certaines couvrent plusieurs disciplines.

# Appel à projets « Attentats-Recherche » : une mobilisation massive

L'appel lancé le 18 novembre 2015 à tous les membres de la communauté académique sans exclusive par le président du CNRS a été largement entendu. Avec 320 projets, propositions, témoignages, encouragements, etc. reçus, la mobilisation des chercheur-e-s, mais également des ingénieur-e-s et de représentant-e-s de la société civile touchés par cet appel, a été immédiate et massive. Aux projets de recherche qui représentent l'essentiel des envois, se sont ajoutées des propositions émanant d'entreprises (dont quelques startups issues de la recherche), de services publics et de collectivités territoriales.

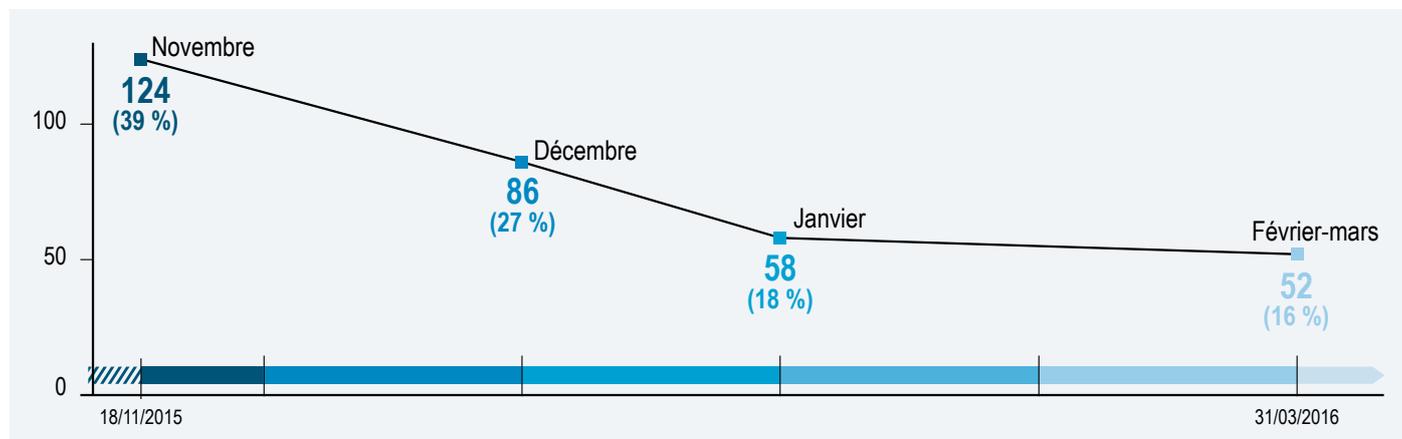
Il est probable, compte tenu du degré de maturité de plusieurs de ces projets qu'ils étaient sinon prêts du moins avancés au moment de l'appel « attentats-recherche ». Ce dernier a permis à ces équipes d'en accélérer la finalisation. Au fil des semaines cependant, sont apparus des projets construits en réponse à l'appel. Plusieurs demandes de financement de

thèse figurent aussi par les projets déposés. Elles montrent une dynamique de la jeune recherche en sciences humaines et sociales, porteuse de la plupart des projets et qui illustrent l'intérêt des doctorants pour ces thématiques.

Le CNRS se félicite de la grande réactivité de toutes les composantes du monde académique, déterminé à comprendre et à aider à comprendre les questions posées à nos sociétés par les attentats et leurs conséquences. Dans de telles circonstances, partager les résultats de la recherche avec la société, comme le montre le grand nombre de propositions de colloques, d'ouvrages, de films et d'objets multimédia déposés, devient pour beaucoup un impératif moral.

Au-delà, le CNRS constate la volonté des enseignants-chercheurs et chercheurs de nourrir, d'inspirer les décisions publiques et même de participer à leur mise en œuvre avec les services concernés.

## Nombre de propositions reçues entre le 18/11/2015 et le 3/03/2016



## Répartition des 254 projets issus du monde académique



# Les sciences humaines et sociales au premier plan... Mais pas seulement

La majorité des projets de recherche (83 %) relève des sciences sociales et des humanités : économie, gestion, sciences politiques, études aréales, mais aussi anthropologie, philosophie, sociologie, communication, arts, histoire, etc. Sur ces projets, un sur six environ est construit en interface avec d'autres sciences, témoignant ainsi de la porosité des sciences sociales avec les sciences de l'information ou les neurosciences notamment.

L'appel fait apparaître plusieurs projets novateurs en sciences du comportement. Un appel lancé dans ce domaine en 2015 par la Mission Interdisciplinarité du CNRS avait permis d'étendre des recherches jusque là concentrées sur le comportement animal et dans le champ des neurosciences aux comportements collectifs et conduites sociales.

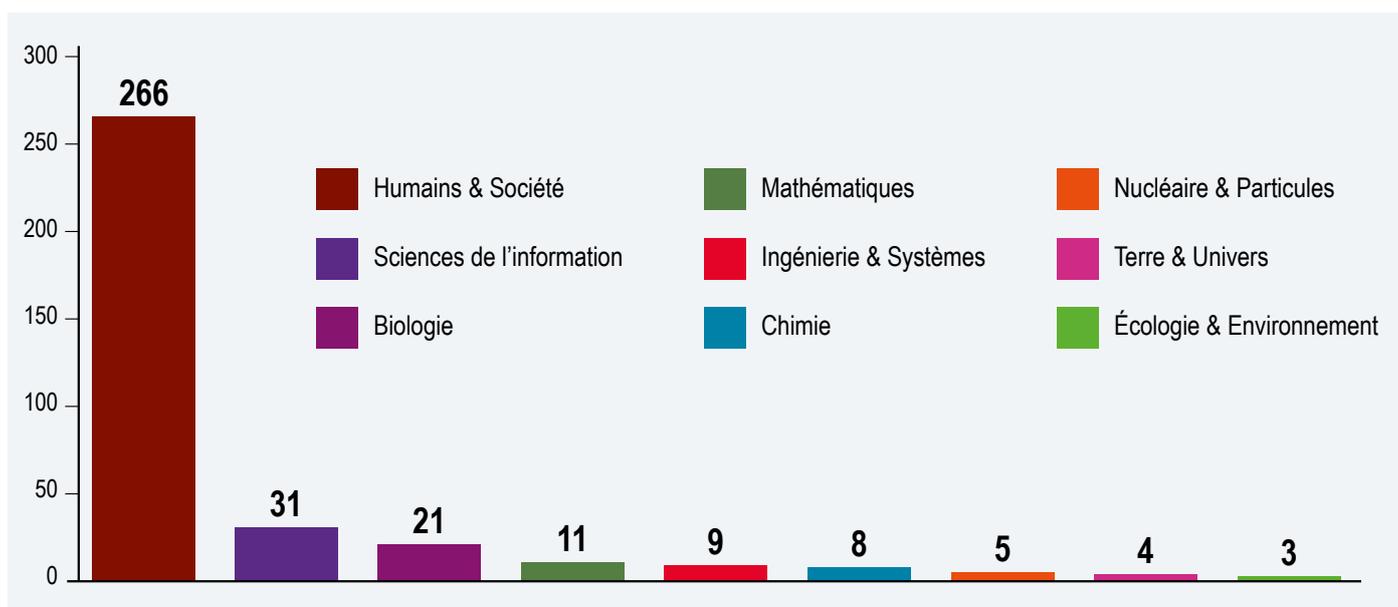
<http://www.cnrs.fr/mi/spip.php?article795>

L'appel « Attentats-Recherche » démontre, si besoin en était, que toutes les disciplines de la recherche sont concernées par les attentats. C'est la diversité des recherches qui frappe et qui fait la force des solutions qui émergent. Il n'y a pas

d'exclusivité des sciences humaines. Des projets émanent aussi des sciences de l'information, de la chimie, des sciences cognitives, des mathématiques : plus d'un tiers des projets de recherche (88 exactement) ont ainsi été examinés avec en premier expert des scientifiques issus des instituts du CNRS autres que l'INSHS.

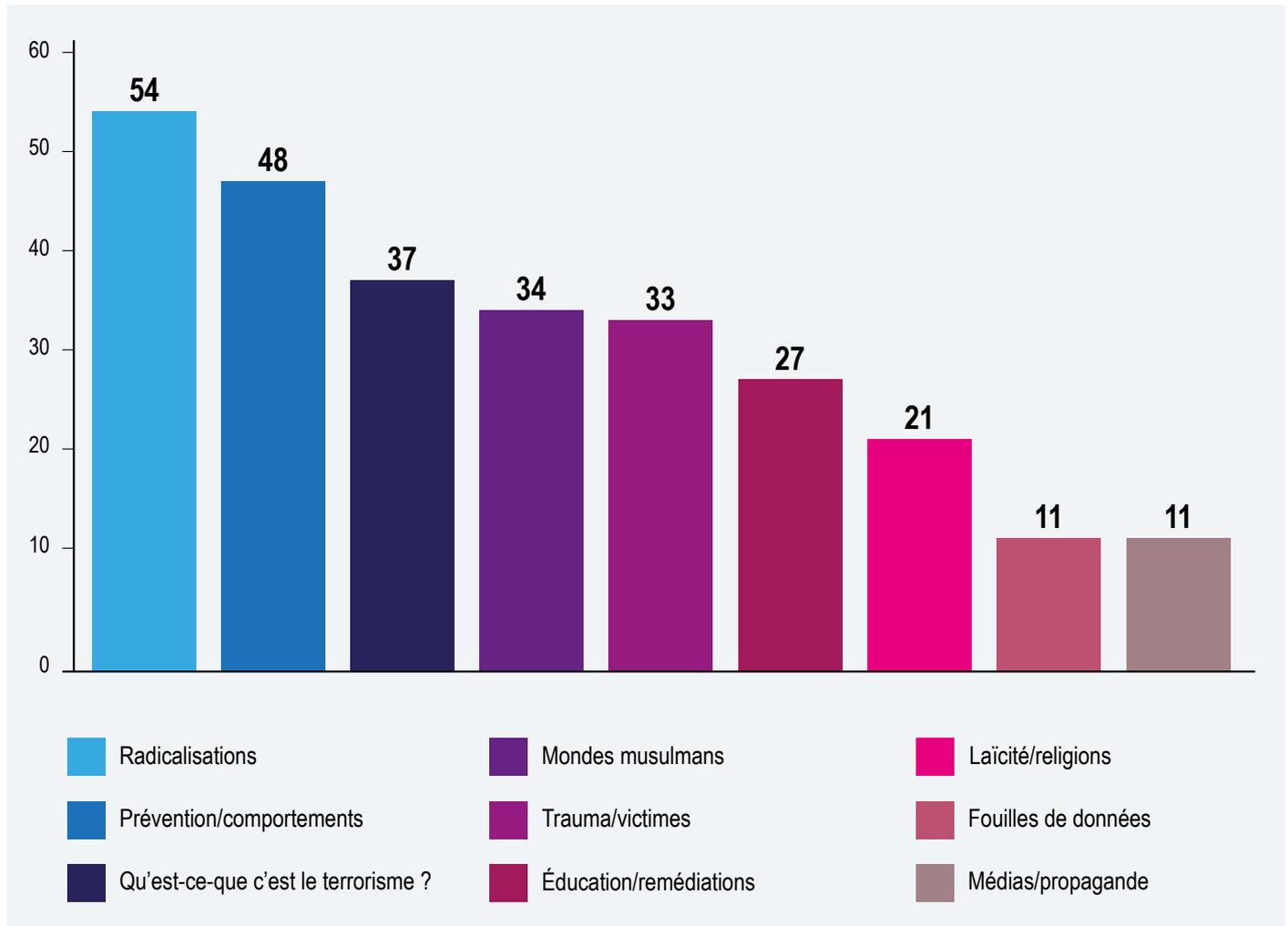
Enfin, nombre des projets déposés font preuve d'une volonté de transférer leurs travaux dans des politiques publiques destinées à construire une meilleure prévention. Cette détermination se traduit par des projets de « recherche-action », des idées de *community services* (actions de recherche organisées par les universités en collaboration avec les populations dans leur environnement proche) ou par des enquêtes de terrain avec entretiens rapprochés pour comprendre finement les phénomènes à l'œuvre.

## Répartition des propositions reçues par disciplines scientifiques



Note : Le total est supérieur au nombre de propositions reçues (320) car certaines couvrent plusieurs disciplines.

## Répartition des propositions par thématiques



Note : Le total est inférieur au nombre des réponses reçues (320) car celles-ci comprenaient non seulement des propositions de projets, mais aussi des témoignages par exemple.

Le graphique ci-dessus donne le panorama des thématiques abordées dans les projets. L'éventail est très vaste avec une forte concentration autour de la thématique de la radicalisation, entendue dans plusieurs domaines : basculement dans la violence, trajectoires individuelles et collectives, causes sociales, structuration des réseaux, propagande, remédiation... La question de la prévention, vue notamment sous les angles des comportements individuels et collectifs, avec l'apport fréquent des neurobiologistes, est également prépondérante dans un grand nombre de projets.

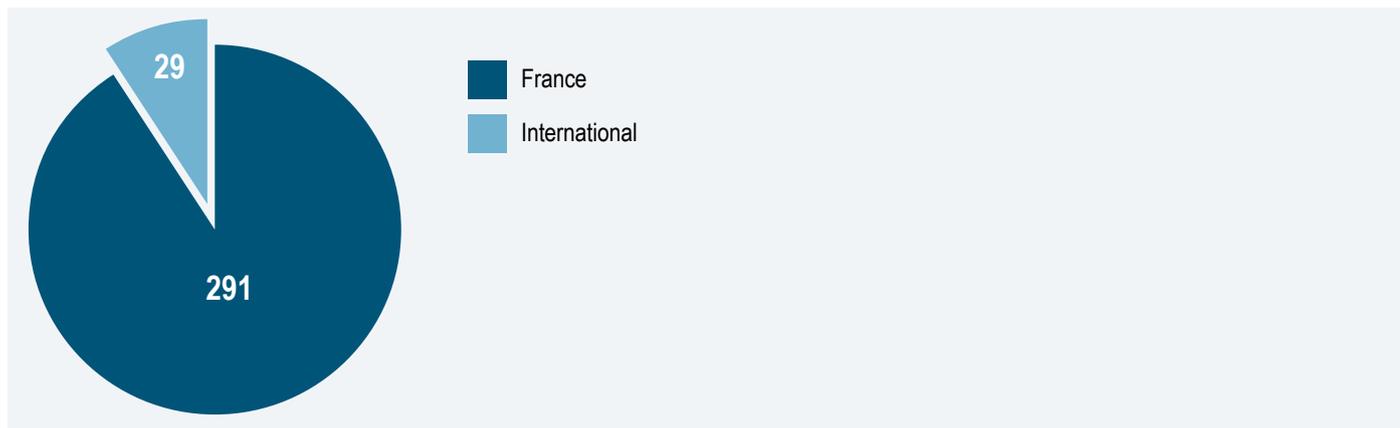
## Répartition des propositions reçues par Comue ou université (porteurs et leurs partenaires)

Comue/Université	Reçues au 3/3/2016
CoMUE d'Aquitaine	14
HESAM université	13
Languedoc-Roussillon Universités	4
Lille Nord de France université	6
Normandie université	7
PSL - Paris sciences et lettres	33
Sorbonne universités	6
Université Bretagne Loire	9
Université Confédérale Léonard-de-Vinci (Centre-Val université)	6
Université Côte d'Azur	6
Université de Bourgogne Franche-Comté	3
Université de Champagne	1
Université de Lyon	24
Université fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées	14
Université Grenoble Alpes	13
Université Paris Lumières	7
Université Paris-Est	5
Université Paris-Saclay	9
Université Paris-Seine	1
Université Sorbonne Paris Cité	26
Aix-Marseille université	15
Université de Corse	1
Université Jules Verne	1
Université de Lorraine	7
Université de Strasbourg	12
CNRS (unités propres)	5
CEA (Commissariat à l'énergie atomique)	3
Autres organismes : CNAM, CF2R (Centre Français de Recherche sur le Renseignement), INHESJ (Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice), IHEST (Institut des hautes études pour la science et la technologie), CDSE (Club des Directeurs de Sécurité et de Sûreté des Entreprises)	5
Umifre (Unités mixtes de recherche CNRS-Ministère des affaires étrangères)	5

Note : Le total est supérieur à 254 car certains projets ont plusieurs porteurs.

L'appel a été largement entendu sur l'ensemble du territoire. Toutes les grandes universités et/ou institutions sont représentées, ce qui montre que la France dispose, sur ces thématiques, de forces de qualité en SHS réparties sur tous les sites.

## Origine géographique des propositions



L'écho de l'appel « attentats-recherche » a résonné bien au-delà des frontières hexagonales, dans plusieurs pays européens, mais aussi au Liban, en Israël, aux États-Unis, au Brésil, en Australie. On dénombre presque une trentaine de projets à caractère international, la plupart en lien avec des Umifre (Unités mixtes de recherche CNRS-Ministère des affaires étrangères) du CNRS, notamment celles du Maroc, de Tunisie et de Turquie, démontrant une fois de plus la qualité de ce réseau, en prise directe avec les problématiques et les chercheurs des pays d'accueil.

## Une sélection qui donne sa chance à de nombreux projets

Dès le lancement de l'appel, un comité de pilotage incluant des représentants scientifiques de tous les instituts du CNRS a été créé. Adossé à la Mission Interdisciplinarité (MI) du CNRS, dans laquelle siègent des représentants des instituts et des grandes directions de l'organisme, ce comité suit le cheminement des projets depuis leur réception, leur évaluation et jusqu'à l'attribution des crédits, dans le cadre budgétaire et sur la base de quelques règles simples :

- Donner leur chance à un maximum de propositions originales et émergentes.
- Respecter au maximum la consigne de simplicité dans les procédures et répondre au fil de l'eau de façon à encourager un début rapide de la recherche.

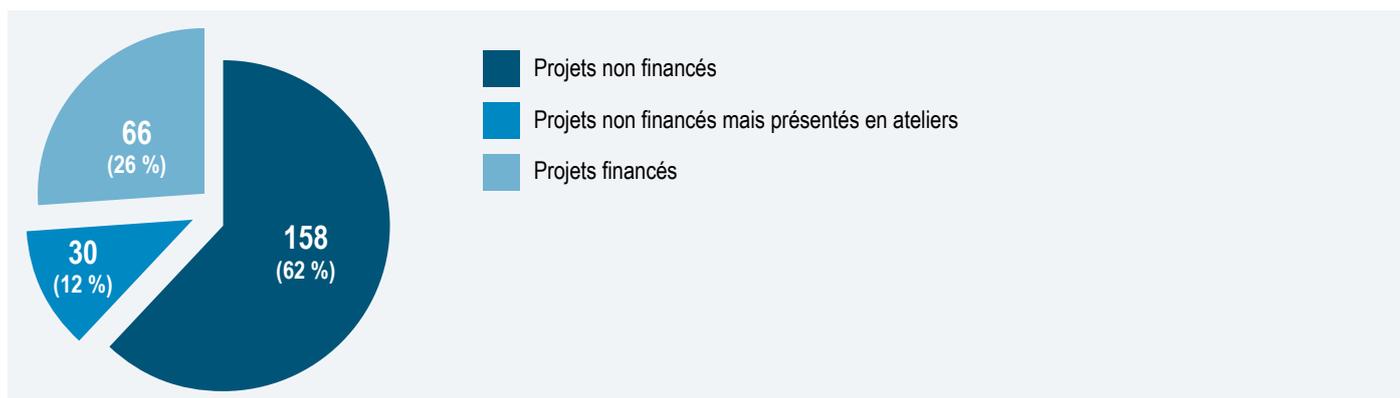
Pour l'évaluation des projets, le comité a bénéficié d'un double regard du CNRS sur chaque projet – tout en s'efforçant d'arbitrer au sein du comité et de répondre aux porteurs de projet dans un délai rapide.

Un peu plus d'un projet sur quatre a été retenu. Sur 254 projets de recherche, le comité de pilotage a accordé un financement à 66 projets, soit 26 % des dossiers. La sélection comprend à la fois des jeunes chercheurs et encore non titulaires des universités ou du CNRS, des chercheurs chevronnés qui font le choix d'une nouvelle orientation dans un domaine « à risques » ou qui trouvent l'occasion d'explorer de nouvelles applications.

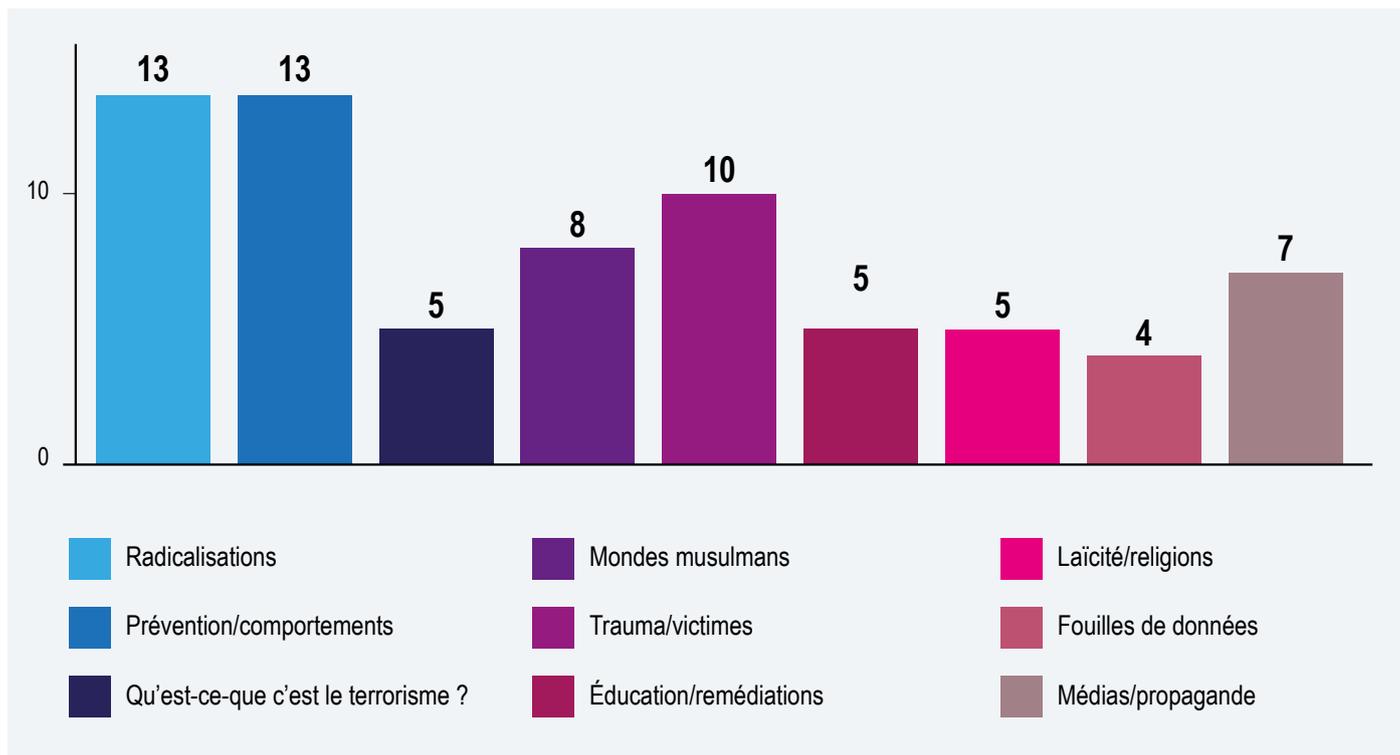
Un certain nombre de projets pertinents ont été sélectionnés pour des présentations dans des ateliers organisés au CNRS (voir plus loin).

Les financements octroyés s'échelonnent de 2 000 à 30 000 euros, avec une vingtaine de projets financés entre 10 et 20 000 euros. Le budget consacré à l'appel « attentats-recherche » atteint 800 000 euros.

## Part des projets financés



## Répartition des projets sélectionnés par thématiques



Note : Le total est supérieur à 66 car certains projets abordent plusieurs thématiques.

Au-delà de cette sélection, le CNRS a également souhaité travailler au rapprochement entre différentes recherches afin d'éviter les doublons, mais aussi de créer une articulation entre les projets et une dynamique nouvelle. C'est ainsi que des chercheur-e-s et enseignant-e-s chercheur-e-s, financés par l'appel à projets ou non, ont été réunis dans des « ateliers thématiques » qui se sont déroulés entre mi-avril et octobre 2016. Ces rencontres de travail leur ont permis de réfléchir ensemble à des demandes plus ambitieuses (projets ANR 2017, défis pluriannuels de la Mission Interdisciplinarité, intégration d'une action dans le programme d'une plateforme ou d'une UMR par exemple). Le premier de ces ateliers du CNRS « Genèse des radicalisations, sciences du comportement et remédiation » s'est déroulé le 18 avril 2016. Deux autres ont suivis : « Les carrières de la terreur. Itinéraires, témoignages et territoires », le 8 juin et « L'impact des attentats : victimes, riverains, société », le 26 octobre.

**À tous ceux qui ont répondu à l'appel, et quelle que soit la réponse qu'il leur a été donnée, le CNRS donne d'ores et déjà [rendez-vous le 28 novembre 2016](#) pour une rencontre qui permettra de présenter des premiers résultats et de poursuivre la réflexion et l'action engagées par l'appel à projets lancé le 18 novembre 2015.**